



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/42/6 (Sect. 6)
7 avril 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-deuxième session

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989*

TITRE IV. ACTIVITES ECONOMIQUES, SOCIALES ET HUMANITAIRES

Chapitre 6. Département des affaires économiques et sociales
internationales

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
A. Direction exécutive et administration	14
B. Programmes d'activité	20
1. Questions et politiques relatives au développement mondial	20
2. Etude de la situation énergétique dans son contexte international	32
3. Aspects économiques et techniques des affaires de la mer	39
4. Analyse de la population mondiale	49
5. Questions de développement social à l'échelle mondiale	63
6. Statistiques mondiales	87
C. Appui aux programmes	104
1. Planification et coordination des programmes	104
2. Services administratifs et services communs	116

* L'ensemble du budget-programme, tel qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale, paraîtra en tant que Supplément No 6 aux Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-deuxième session (A/42/6/Rev.1).

CHAPITRE 6. DEPARTEMENT DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET SOCIALES INTERNATIONALES

TABLEAU 6.1. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

COUTS DIRECTS

1) Budget ordinaire

Crédit ouvert pour 1986-1987	Montant des dépenses supplémentaires prévues								Crédit demandé pour 1988-1989
	Réévaluation de		Accroissement		Inflation en		Augmentation		
	la base de	ressources de	des ressources	(aux taux	révisés de	1988 et 1989	totale		
	1986-1987 (aux	taux révisés	(aux taux	révisés de					
	de 1987)		1987)						
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	
55 783,5	(3 895,9)	(6,9)	612,2	1,0	1 977,5	3,5	(1 306,2)	(2,3)	54 477,3

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total ré- évalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)			
51 887,6	612,2	595,5	-	16,7	-	

2) Fonds extra-budgétaires

1986-1987	1988-1989
Montant	Montant
estimatif des	estimatif des
dépenses	dépenses

a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	2 003,2	2 203,2

Total a)	2 003,2	2 203,2
----------	---------	---------

TABLEAU 6.1 (suite)

1986-1987	1988-1989
Montant	Montant
estimatif des dépenses	estimatif des dépenses

b) Activités de fond

Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	230,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour le développement social	10,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour la mobilisation de l'épargne individuelle dans les pays en développement	80,0	60,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération internationale pour le développement	80,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour le projet de comparaison internationale	10,0	10,0
Fonds d'affectation spéciale pour les statistiques des transports maritimes	393,1	390,0
Fonds autorenouvelable pour les services statistiques	528,1	544,0
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	232,0	255,2
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (étude sur la mortalité infantile)	34,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour la préparation de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme	220,0	-
Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies (défense sociale)	76,0	-
Fonds d'affectation spéciale concernant le vieillissement	300,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour l'Année internationale des personnes handicapées	550,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour la contribution du Gouvernement norvégien à l'Année internationale des personnes handicapées	200,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour l'Année internationale de la jeunesse	150,0	-
Fonds d'affectation spéciale des intérêts de la contribution au Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies	220,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour le projet de Macrothesaurus	10,0	-

Total b)

3 323,2

1 259,2

TABLEAU 6.1 (suite)

	1986-1987 Montant estimatif des dépenses	1988-1989 Montant estimatif des dépenses
c) Projets opérationnels	31 000,0	31 000,0
Total c)	31 000,0	31 000,0
Total a), b) et c)	36 326,4	34 462,4
<hr/>		
Total, coûts directs		88 939,7

TABLEAU 6.2. ANALYSE DU TOTAL REEVALUE DE LA BASE DE RESSOURCES DE 1986-1987
(AUX TAUX REVISES DE 1987)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Dépenses supplémentaires										Montant net des dépenses supplémentaires de 1986-1987	Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987 (10)
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)		
A. Direction administrative et administration	2 833,3	18,2	-	-	19,0	2,8	(232,6)	(210,8)	(229,0)	2 604,3		
B. Programmes d'activité :												
1. Questions et politiques relatives au développement mondial	11 517,5	21,9	-	-	83,8	6,7	(814,8)	(724,3)	(746,2)	10 771,3		
2. Etude de la situation énergétique dans son contexte international	1 616,9	-	-	-	8,8	1,8	(117,8)	(107,2)	(107,2)	1 509,7		
3. Aspect économique et technique des affaires marines	1 741,3	4,0	-	-	9,7	2,0	(140,1)	(128,4)	(132,4)	1 608,9		
4. Analyse de la population mondiale	4 771,1	10,1	-	-	31,3	2,4	(306,0)	(272,3)	(282,4)	4 488,7		
5. Questions de développement social à l'échelle mondiale	10 102,0	163,1	-	-	343,8	21,8	(738,4)	(372,8)	(535,9)	9 566,1		
6. Statistiques mondiales	15 424,3	277,5	-	-	178,8	16,7	(1 172,2)	(976,7)	(1 254,2)	14 170,1		

TABLEAU 6.2 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1986-1987 (1)	Dépenses non renouvelables de 1986-1987 (2)	Dépenses supplémentaires						Montant net des dépenses supplémentaires men- taire (9) (8)-(2)	Total réévalué de la base de ressources 1986-1987 (10) (1) + (9)
			Effet différé de l'accroissement des ressources 1986-1987	Réévaluation des coûts aux taux révisés de 1987	Autres Postes de dépenses (3)	Autres objets de dépenses (4)	Postes permanents (5)	Ajustements spéciaux (7)		
C. Appui aux programmes :										
1. Planification et coordination des programmes	5 729,4	33,4	98,9	-	38,0	5,2	(552,4)	(410,3)	(443,7)	5 285,7
2. Administration et services communs	2 047,7	-	-	-	27,1	6,1	(198,1)	(164,9)	(164,9)	1 882,8
Total	55 783,5	528,2	98,9	-	740,3	65,5	(4 272,4)a/	(3 367,7)	(3 895,9)	51 887,6

a/ Ces ajustements correspondent : a) à la révision du pourcentage de postes vacants pour 1988-1989; et b) s'agissant du programme "Planification et coordination des programmes", au transfert au chapitre premier (Conseil mondial de l'alimentation) de la contribution due par l'ONU au titre de sa participation aux travaux du Sous-Comité de la nutrition du CAC.

TABLEAU 6.3. BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1988-1989
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR PROGRAMME

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Programmes	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Taux de croissance réelle		
	Crédits ouverts pour 1986-1987	Réévaluation de la base de ressources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1987)	Inflation en 1988 et 1989			
		\$	%				
A. Direction administrative et administration	2 833,3	(229,0)	52,2	120,6	(56,2) (1,9)	2 777,1	1,5
B. Programmes d'activité :							
1. Questions et politiques relatives au développement mondial	11 517,5	(746,2)	168,0	501,8	(76,4) (0,6)	11 441,1	(0,7)
2. Etude de la situation énergétique dans son contexte international	1 616,9	(107,2)	(27,2)	67,4	(67,0) (4,1)	1 549,9	(3,0)
3. Aspect économique et technique des affaires marines	1 741,3	(132,4)	(22,9)	72,4	(82,9) (4,7)	1 658,4	(1,6)
4. Analyse de la population mondiale	4 771,1	(282,4)	85,9	209,6	13,1	4 784,2	1,4
5. Questions de développement social à l'échelle mondiale	10 102,0	(535,9)	154,0	52,0	(329,9) (3,2)	9 772,1	0,9
6. Statistiques mondiales	15 424,3	(1 254,2)	310,5	633,5	(310,2) (2,0)	15 114,1	0,7

TABLEAU 6.3 (suite)

Programmes	Crédits ouverts pour 1986-1987	Montant des dépenses supplémentaires prévues		Inflation en 1988 et 1989	Augmentation totale	Crédits demandés pour 1988-1989	Taux de croissance réelle
		Réévaluation de la base de ressources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1987)				
	5 729,4	(443,7)	(60,9)	236,8	(267,8)	(4,6)	5 461,6 (1,7)
	2 047,7	(164,9)	(47,4)	83,4	(128,9)	(6,2)	1 918,8 (2,5)
Total	55 783,5	(3 895,9)	612,2	1 977,5	(1 306,2)	(2,3)	54 477,3 -

C. Appui aux programmes :

1. Planification et coordination des programmes

2. Administration et services communs

TABLEAU 6.4. BUDGET ORDINAIRE (COUTS DIRECTS) : TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES PREVUES POUR 1988-1989
ET DES TAUX DE CROISSANCE REELLE, PAR OBJET DE DEPENSE

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Objets de dépense	Montant des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1988-1989	Taux de croissance réelle %	
	Réévaluation de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources (aux taux révisés de 1987)	Inflation en 1988 et 1989	Augmentation totale			
Postes permanents	38 254,8	(2 491,0)	-	1 353,5	(1 137,5)	37 117,3	-
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	162,3	2,5	-	7,5	10,0	172,3	-
Consultants	619,0	12,3	(189,8)	17,2	(160,3)	458,7	(30,0)
Heures supplémentaires	151,5	2,2	(46,2)	4,8	(39,2)	112,3	(30,0)
Groupes spéciaux d'experts	312,8	(91,5)	(13,0)	8,3	(96,2)	216,6	(5,8)
Postes temporaires	190,2	(190,2)	152,4	7,1	(30,7)	159,5	-
Dépenses communes de personnel	13 316,6	(916,6)	53,0	451,3	(412,3)	12 904,3	-
Indemnités de représentation	41,6	-	-	-	-	41,6	-
Frais de voyage des représentants	176,8	2,6	-	8,2	10,8	187,6	-
Frais de voyage du personnel affecté à des réunions	34,8	(34,8)	-	-	(34,8)	-	-
Autres frais de voyage du personnel envoyé en mission	658,8	16,7	(101,4)	21,9	(62,8)	596,0	(15,0)
Services contractuels	36,6	0,6	-	1,7	2,3	38,9	-
Travaux contractuels	882,0	13,7	(4,1)	39,8	49,4	931,4	(0,4)
d'imprimerie et de reliure	142,0	-	-	-	-	142,0	-
Honoraires	318,8	4,8	359,6	30,6	395,0	713,8	111,1
Location et entretien du matériel	71,0	1,1	-	3,3	4,4	75,4	-
Communications	3,7	0,1	-	0,1	0,2	3,9	-
Dépenses de représentation	59,9	1,4	(1,6)	2,4	2,2	62,1	(2,6)
Fournitures et accessoires	143,4	(143,3)	390,1	16,1	262,9	406,3	-
Mobilier et matériel	55,1	0,9	13,2	2,8	16,9	72,0	23,5
Remplacement de matériel de traitement de textes	151,8	(87,4)	-	0,9	(86,5)	65,3	-
Séminaires et formation							
Total	55 783,5	(3 895,9)	612,2	1 977,5	(1 306,2)	54 477,3	-

TABLEAU 6.5. POSTES NECESSAIRES

Unité administrative : Département des affaires économiques et sociales internationales

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires		Total
	Budget ordinaire	Budget ordinaire	Budget ordinaire	extra-budgétaires	
	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur					
SGA	1	1	-	-	1
SSG	4	4	-	-	4
D-2	8	8	-	-	8
D-1	26	26	5	5	31
P-5	57	57	4	4	61
P-4	78	78	-	-	78
P-3	66	66	2	2	68
P-2/1	51	51	2	2	53
Total	291	291	13	13	304
			- a/	- b/	304
Agents des services généraux					
1re Classe	32	32	-	-	32
Autres classes	199	199	11	11	210
Total	231	231	11	11	242
			- a/	- b/	242
Total général	522	522	-	24	546

a/ Compte non tenu d'un poste P-4 et de deux postes d'agent des services généraux approuvés à titre non renouvelable pour une période correspondant à 24 mois de travail.

b/ Compte non tenu d'un poste P-4 et de deux postes d'agent des services généraux dont la création a été proposée à titre non renouvelable pour des périodes correspondant respectivement à 14 et à 24 mois de travail (voir par. 6.78 ci-après).

6.1 Le Département des affaires économiques et sociales internationales a été créé par la résolution 32/197 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1977, sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies. Les attributions et les responsabilités du Département sont décrites dans le manuel relatif à l'organisation du Secrétariat (ST/SGB/161, du 23 mars 1978).

6.2 Les tâches confiées au Département sont les suivantes :

a) Aider les organes intergouvernementaux et les organismes d'experts en leur procurant des documents pouvant enrichir leurs débats et faire avancer leurs négociations, qu'il s'agisse d'études ou de rapports périodiques, de rapports spéciaux ou de résultats d'enquêtes;

b) Identifier et porter à l'attention des gouvernements les nouveaux problèmes économiques et sociaux de portée internationale, et fournir des informations et des analyses sur l'évolution de la situation économique et sociale à l'échelon mondial et sur les principaux liens entre politiques nationales et politiques internationales;

c) Signaler à l'attention de l'opinion et de la communauté internationale les divers problèmes qui se posent dans ces domaines afin de mieux faire comprendre la nécessité de la coopération internationale.

6.3 Le programme "Questions et politiques relatives au développement mondial" regroupe huit sous-programmes qui ont tous le même objectif : étudier et analyser le développement économique et social dans le monde et les problèmes de politique nationale et internationale qu'il pose, pour permettre à l'ONU de contribuer davantage au progrès du développement. Il s'agit notamment : a) de suivre et d'évaluer l'évolution à court terme et les tendances et perspectives à long terme de l'économie mondiale, en s'attachant en particulier à des problèmes internationaux du développement tels que la dette extérieure et le transfert de ressources; b) de réaliser une synthèse des problèmes du développement, en faisant appel à toutes les composantes du système des Nations Unies qui peuvent être utiles et en s'attachant en particulier à des questions telles que la mobilisation des ressources et le rôle des entrepreneurs nationaux dans le développement économique; c) de mener une recherche interdisciplinaire sur les thèmes et méthodes susceptibles de contribuer à l'analyse et à la formulation de politiques dans ces domaines.

6.4 Les principaux rapports à établir pour ce programme sont les suivants :

a) L'Etude sur l'économie mondiale (publication annuelle), qui se fonde en grande partie sur la base de données gérée et tenue à jour par le Bureau de la recherche et de l'analyse des politiques en matière de développement et sur l'évaluation générale des tendances et des politiques socio-économiques dans tous les secteurs de l'économie mondiale;

b) Des rapports sur le développement socio-économique à moyen et à long terme, fondés sur le modèle économétrique global et les banques de données du Bureau et sur les travaux des organismes des Nations Unies;

c) Le Rapport sur la situation sociale dans le monde (quadriennal), qui analyse les problèmes socio-économiques nouveaux et étudie les liens entre les aspects sociaux et les aspects économiques du développement.

6.5 Le programme relatif à l'énergie continuera de comporter deux volets principaux. Premier volet : étudier et suivre la situation et les perspectives de l'énergie mondiale dans leur contexte international. On analysera en outre les nouveaux problèmes qui se posent dans ce domaine au niveau international, notamment la prospection et la mise en valeur de sources d'énergie dans les pays en développement. On s'attachera en particulier à identifier les domaines où les pays en développement pourraient coopérer davantage dans le secteur de l'énergie. Deuxième volet : travailler au Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables. On coordonnera plus étroitement l'action des organismes des Nations Unies dans ce domaine en continuant de suivre les programmes multilatéraux, bilatéraux et autres et de rassembler des données et d'établir des rapports qui porteront aussi sur le financement de ce programme d'action.

6.6 Le programme "Aspects économiques et techniques des affaires marines" visera à encourager l'incorporation des ressources marines et leur utilisation dans le processus de développement. Au cours des deux précédents exercices biennaux du plan à moyen terme, ce programme a aidé un certain nombre de pays, notamment des pays en développement, à mieux concevoir, planifier et gérer la mise en valeur de leurs ressources marines et de leur littoral, et donc à les intégrer dans leur processus de développement. Depuis l'adoption de la Convention sur le droit de la mer, la zone économique exclusive retient toute l'attention des États Membres et on accordera une plus grande importance à la recherche et aux études visant à doter les pays en développement des moyens de planification, de gestion et de mise en valeur des ressources marines relevant de leur juridiction nationale.

6.7 Le programme de travail relatif à la population restera axé sur l'application des recommandations de la Conférence internationale de 1984 sur la population. On continuera à suivre les tendances et les politiques démographiques dans tous les pays et régions du monde, ainsi que les modifications de la structure démographique, eu égard notamment au vieillissement. Dans le cadre général du suivi, de l'examen et de l'évaluation, on s'attachera tout spécialement aux liens entre le rôle et la condition des femmes et la population.

6.8 On veillera à ce que le programme permette de mieux analyser les tendances démographiques et leurs liens avec les facteurs sociaux et économiques ainsi que l'évolution des politiques démographiques, en considérant en particulier l'utilité des politiques démographiques suivies ainsi que les autres politiques qui ont un impact indirect sur les grandes tendances de la fécondité, de la mortalité, des migrations internes et de la répartition de la population.

6.9 Le programme "Questions de développement social à l'échelle mondiale" mettra l'accent sur le suivi, l'examen et l'évaluation des Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme et sur la recherche et l'analyse de politiques appliquées à l'intégration des femmes dans le développement, compte tenu notamment de l'Enquête mondiale sur le rôle des femmes dans le développement. On continuera par ailleurs de mettre au point et d'évaluer des instruments et normes propres à améliorer la condition de la femme, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

6.10 On accordera une attention particulière aux politiques sociales et au développement social, ainsi qu'à la mise en oeuvre des recommandations formulées en 1987 lors de la consultation interrégionale sur les politiques et les programmes de protection sociale orientés vers le développement, afin d'arrêter des objectifs, des politiques et des stratégies pour le développement social d'ici à l'an 2000.

Les activités de suivi, d'évaluation et de mise en oeuvre des directives et plans d'action concernant les personnes âgées, les jeunes et les handicapés se poursuivront, de même que le suivi du Congrès quinquennal des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

6.11 Le programme "Statistiques mondiales" accordera la priorité absolue à la révision du Système de comptabilité nationale et à ses liens avec le Système des balances de l'économie nationale, ainsi qu'à l'harmonisation et à la révision des classifications économiques. Ces activités sont essentielles pour la planification économique et la planification du développement aux niveaux national, régional et mondial, ainsi que pour l'analyse macro-économique et l'évaluation des tendances et structures économiques.

6.12 On s'attachera en particulier à rédiger de nouvelles publications méthodologiques sur les techniques de statistique démographique, afin d'aider les pays à réaliser les recensements de population et de logement prévus pour la période 1985-1994. On accordera un rang de priorité élevé aux statistiques et indicateurs sociaux intéressant des groupes particuliers de la population, notamment les femmes, les enfants et les handicapés, et on entreprendra des travaux sur les niveaux de vie et les modes de consommation.

6.13 En outre, on s'efforcera d'utiliser au maximum les techniques de communication et d'informatique les plus récentes pour la collecte, le traitement et la diffusion des données statistiques, de façon que l'ensemble du système réponde mieux à la diversité des besoins des utilisateurs.

6.14 Le programme "Planification et coordination des programmes" visera à bien planifier et mener l'action économique et sociale et à promouvoir la coopération et la planification interinstitutions dans les domaines qui intéressent l'ensemble des organismes des Nations Unies. On continuera de veiller à ce que l'ONU puisse bien suivre en permanence l'exécution des programmes et à améliorer les méthodes d'évaluation interne. On s'efforcera en outre de perfectionner les méthodes de coordination, en particulier l'analyse interorganisations des programmes, les bilans interorganisations et les plans à moyen terme à l'échelle du système; enfin d'améliorer la fonction "planification des ressources" du Département et les relations avec les ONG dans les domaines économique et social.

6.15 En ce qui concerne les fonds extra-budgétaires, le montant indiqué pour les projets opérationnels (31 millions de dollars) se répartit comme suit : 28,7 millions de dollars au titre des "Statistiques mondiales", 600 000 dollars au titre des "Questions de développement social à l'échelle mondiale" et 1,7 million de dollars au titre de l'"Analyse de la population mondiale". Dans le cas des statistiques et du développement social, il s'agit des activités de coopération technique dont l'ONU assure l'exécution, l'appui fonctionnel étant fourni par le Bureau de statistique ou le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, et l'appui administratif par le Département de la coopération technique pour le développement; le montant correspondant apparaît en note au bas du tableau 1 du chapitre 7 (Département de la coopération technique pour le développement) du projet de budget-programme. Le montant prévu pour la population correspond à des ressources attribuées à la Division de la population par le FNUAP pour la préparation d'un certain nombre de publications techniques à l'intention des pays en développement. Pour les exercices précédents, il était inscrit dans les activités de fond; étant donné la source de financement, il semble plus indiqué de l'inscrire dans les projets opérationnels. Le montant antérieurement inscrit pour le FNUAP au titre des activités de fond a donc été supprimé.

A. Direction exécutive et administration

TABLEAU 6.6. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sement des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989	Augmen- tation totale	
Postes permanents	1 927,0	(159,0)	-	81,4	(77,6)	1 849,4
Consultants	60,3	0,8	(18,4)	2,0	(15,6)	44,7
Dépenses communes de personnel	668,6	(54,6)	-	27,1	(27,5)	641,1
Indemnités de représentation	14,0	-	-	-	-	14,0
Frais de voyage du personnel affecté à des réunions	7,6	(7,6)	-	-	(7,6)	-
Autres frais de voyage du personnel envoyé en mission	123,9	1,8	(18,9)	4,9	(12,2)	111,7
Location et entretien du matériel	8,7	-	82,7	4,1	86,8	95,5
Mobilier et matériel	10,6	(10,6)	10,6	0,7	0,7	11,3
Remplacement de matériel de traitement de textes	12,6	0,2	(3,8)	0,4	(3,2)	9,4
Total	2 833,3	(229,0)	52,2	120,6	(56,2)	2 777,1

TABLEAU 6.6 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
2 604,3	52,2	10,6	-	41,6	1,5 %	

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total	2 771,1
-------	---------

TABLEAU 6.7. POSTES NECESSAIRES

Programme : Direction exécutive et administration

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SGA	1	1	-	-	-	-	1
SSG	1	1	-	-	-	-	1
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	2	2	-	-	-	-	2
P-4	6	6	-	-	-	-	6
P-3	3	3	-	-	-	-	3
Total	14	14	-	-	-	-	14
Agents des services généraux							
1re classe	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes	10	10	-	-	-	-	10
Total	10	10	-	-	-	-	10
Total général	24	24	-	-	-	-	24

A. Direction exécutive et administration

6.16 Ce programme englobe les fonctions dont s'acquittent le Secrétaire général adjoint et ses collaborateurs immédiats. Le Bureau du Secrétaire général adjoint assure la direction, la gestion, l'orientation et la supervision d'ensemble de tous les programmes du Département. Il est également chargé d'assurer une approche multidisciplinaire concertée des analyses socio-économiques et des activités de programmation et de coordination à l'échelon mondial. Enfin, il est chargé des études et projets spéciaux qui dépassent le cadre de tel ou tel programme du Département.

Sous-programme 1. Direction exécutive et administration

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 193 900 dollars (soit 79 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne figure pas dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

1.1 Direction exécutive et orientation des politiques

Pas de produit final. Entre autres fonctions, le Bureau formule et applique les politiques et procédures du Département et coordonne ses activités; il communique les instructions et les décisions de politique générale aux services compétents; assure la liaison avec d'autres services et organisations appartenant ou non au système des Nations Unies; établit des directives en vue de faciliter les préparatifs des conférences et des années des Nations Unies qui relèvent du Département; et se tient en liaison avec les représentants des Etats Membres.

1.2 Approbation et publication des documents

Pas de produit final. Il s'agit d'établir des prévisions concernant la documentation; de suivre le programme de publication du Département; de veiller à ce que les organes délibérants reçoivent la documentation nécessaire et à approuver tous les documents et toutes les publications émanant du Département.

1.3 Liaison avec les organisations non gouvernementales

Produits :

i) Rapports au Comité chargé des organisations non gouvernementales sur
a) les nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues des ONG (quatrième trimestre de 1988); b) les nouvelles demandes de reclassement (quatrième trimestre de 1988); c) les demandes d'admission ou de reclassement dont l'examen a été différé (quatrième trimestre de 1988); d) les rapports quadriennaux sur les activités des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social dans les catégories I et II (quatrième trimestre de 1988); e) un recensement des ONG s'occupant de questions économiques et sociales, par région et type d'activité (quatrième trimestre de 1988);

ii) Services fonctionnels nécessaires pour le Comité chargé des organisations non gouvernementales (premier trimestre de 1989);

iii) Publications techniques : a) liste des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social (troisième trimestre de 1988; troisième trimestre de 1989); b) calendrier des réunions organisées sous les auspices des différents organes des Nations Unies et auxquelles les ONG sont invitées (troisième trimestre de 1988; deuxième trimestre de 1989).

Sous-programme 2. Planification des ressources du Département

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 583 200 dollars (soit 21 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne figure pas dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

2.1 Etablissement du budget-programme du Département*

Pas de produit final. Il s'agit de coordonner l'établissement de l'avant-projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991.

2.2 Etablissement d'états d'incidences sur le budget-programme

Pas de produit final. Il s'agit d'établir des projets d'états d'incidences à l'intention des organes délibérants dans les domaines relevant du Département, et d'approuver les documents susceptibles d'avoir des incidences sur le budget-programme.

2.3 Suivi de l'exécution du budget-programme

Pas de produit final. Il s'agit notamment d'établir le rapport biennal sur l'exécution du programme du Département et les rapports périodiques sur l'exécution du budget-programme.

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Consultants

6.17 Les dépenses prévues à ce titre (42 700 dollars) sont en diminution de 18 400 dollars. Certaines études spéciales touchant au domaine de plus d'une division du Département seront confiées à des consultants de haut niveau. Le but de ces études est essentiellement de mettre le Département mieux à même de traiter efficacement et dans une optique globale les problèmes de coopération économique internationale et de développement, conformément au mandat que lui confère la résolution 32/197. Cette assistance est particulièrement nécessaire pour assurer la mise en oeuvre et le suivi de la Stratégie internationale du développement, ainsi que pour mieux corréler les questions économiques et les questions sociales dont s'occupe le Département.

* Priorité absolue.

Frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.18 Les dépenses prévues sous cette rubrique (106 800 dollars) sont en diminution de 18 900 dollars.

6.19 Conformément aux objectifs du programme, il est demandé un minimum de ressources pour permettre au Secrétaire général adjoint de se rendre à des réunions où il représentera le Secrétaire général; pour lui permettre, de même qu'aux fonctionnaires de son bureau, d'assister aux réunions du Comité administratif de coordination (CAC) et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'aux sessions ou réunions d'organismes des Nations Unies et d'autres organisations internationales et régionales s'occupant de questions économiques et sociales, notamment aux réunions des commissions régionales; de se rendre éventuellement dans différentes capitales pour s'entretenir avec des hauts fonctionnaires responsables de la politique du gouvernement; d'assister aux réunions de la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et d'avoir des consultations avec les représentants des ONG qui n'ont pas leur siège à New York.

Location et entretien du matériel

6.20 Les dépenses prévues sous cette rubrique (91 400 dollars), qui sont en augmentation de 82 700 dollars, correspondent aux ressources prévues pour ce programme (6 700 dollars) ainsi qu'à d'autres crédits inscrits au titre du programme "Direction exécutive et administration" pour l'entretien du matériel de TEI et de bureautique du Bureau.

Mobilier et matériel

6.21 Les dépenses non renouvelables prévues sous cette rubrique (10 600 dollars) permettront d'acheter un micro-ordinateur pour disposer d'un système d'informatique de gestion.

Remplacement du matériel de traitement de textes

6.22 Les dépenses prévues (9 000 dollars), qui sont en diminution de 3 800 dollars, serviront à remplacer du matériel de traitement de textes dans le cadre du programme administré à l'échelon mondial.

B. Programmes d'activité

1. Questions et politiques relatives au développement mondial

TABLEAU 6.8. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sment des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989	Augmen- tation totale	
Postes permanents	8 199,2	(544,0)	-	353,4	(190,6)	8 008,6
Consultants	120,9	1,8	(36,8)	3,8	(31,2)	89,7
Groupes spéciaux d'experts	20,5	0,3	-	1,0	1,3	21,8
Dépenses communes de personnel	2 844,8	(187,0)	-	119,5	(67,5)	2 777,3
Indemnités de représentation	8,4	-	-	-	-	8,4
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	64,5	0,9	(9,9)	2,5	(6,5)	58,0
Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure	176,3	2,6	(21,0)	7,2	(11,2)	165,1
Location et entretien du matériel	56,1	0,9	(23,5)	1,5	(21,1)	35,0
Fournitures et accessoires	4,9	0,1	-	0,3	0,4	5,3
Mobilier et matériel	21,9	(21,8)	245,4	12,0	235,6	257,5
Remplacement du matériel de traitement de textes	-	-	13,8	0,6	14,4	14,4
Total	11 517,5	(746,2)	168,0	501,8	(76,4)	11 441,1

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
10 771,3	168,0	245,4	-	977,4	(0,7) %	

TABLEAU 6.8 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1986-1987	1988-1989
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour la planification et les projections relatives au développement	230,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour le développement social	10,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour la mobilisation de l'épargne individuelle dans les pays en développement	80,0	60,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération internationale pour le développement	80,0	-
Total b)	400,0	60,0
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	400,0	60,0
Total		11 501,1

TABLEAU 6.9. POSTES NECESSAIRES

Programme : Questions et politiques relatives au développement mondial

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SSG	1	1	-	-	-	-	1
D-2	2	2	-	-	-	-	2
D-1	6	6	-	-	-	-	6
P-5	13	13	-	-	-	-	13
P-4	21	21	-	-	-	-	21
P-3	15	15	-	-	-	-	15
P-2/1	6	6	-	-	-	-	6
Total	64	64	-	-	-	-	64
Agents des services généraux							
1re classe	11	11	-	-	-	-	11
Autres classes	34	34	-	-	-	-	34
Total	45	45	-	-	-	-	45
Total général	109	109	-	-	-	-	109

B. Programmes d'activité

1. Questions et politiques relatives au développement mondial

6.23 Ce programme est exécuté par le Bureau de la recherche et de l'analyse des politiques en matière de développement, qui est aussi chargé des programmes Aspects économiques et techniques des affaires de la mer et Analyse démographique mondiale et d'un sous-programme relevant du programme Etude de la situation énergétique dans son contexte international.

6.24 Le programme comprend huit sous-programmes qui sont tous orientés vers l'étude et l'analyse du développement économique et social dans le monde et des problèmes généraux qu'il pose aux échelons national et international, et doivent donc permettre à l'ONU de mieux contribuer au développement. Les activités comprennent :

- a) le suivi et l'évaluation de la perspective à court terme et des tendances et perspectives à long terme de l'économie mondiale du point de vue notamment des problèmes internationaux du développement tels que l'endettement extérieur et le transfert de ressources; b) la synthèse des problèmes de développement, en faisant appel selon que de besoin à tous les organes compétents du système des Nations Unies, du point de vue notamment de questions telles que la mobilisation des ressources et le rôle des chefs d'entreprise nationaux dans le développement économique; c) la recherche interdisciplinaire sur les problèmes et les méthodes d'analyse et de décision dans ces domaines. Il s'agit :

- a) D'aider les organes intergouvernementaux et les groupes d'experts en leur fournissant une documentation pour faciliter leurs délibérations et faire avancer leurs négociations, sous la forme soit d'enquêtes et de rapports périodiques, soit de rapports spéciaux ou de réponses à des enquêtes;

- b) D'identifier et de porter à l'attention des Etats les nouveaux problèmes économiques et sociaux d'intérêt international et de fournir des informations et une analyse sur les tendances de la situation économique et sociale dans le monde et sur les corrélations qui existent entre la politique nationale d'un pays et sa politique internationale;

- c) De porter ces problèmes à l'attention du public et de la communauté internationale afin de mieux faire comprendre la nécessité d'une coopération internationale et de soutenir les politiques de coopération.

6.25 Les activités prévues se comprennent mieux par référence aux principaux rapports que publie le Bureau et au travail qu'ils exigent; il s'agit des publications suivantes :

- a) L'Etude sur l'économie mondiale, présentée au Conseil économique et social, dont la préparation constitue chaque année une tâche majeure. Elle repose essentiellement sur la base de données tenue à jour par le Bureau et sur le suivi d'ensemble des tendances économiques et sociales et des problèmes de politique générale dans tous les secteurs de l'économie mondiale. L'étude constitue avant tout une évaluation des perspectives à court terme de l'économie mondiale, plus particulièrement du point de vue des pays en développement, et fait une large place aux questions d'actualité. Des études spéciales, plus techniques, font l'objet de suppléments à l'Etude;

b) Des rapports sur l'évolution socio-économique à moyen terme et à long terme, qui sont présentés périodiquement à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social, s'inspirent du modèle économétrique mondial et des banques de données du Bureau et empruntent également à d'autres travaux du système des Nations Unies;

c) Le Rapport sur la situation sociale dans le monde, présenté tous les quatre ans au Conseil économique et social par l'intermédiaire de la Commission du développement social, de même que le rapport intérimaire et les suppléments, analysent les nouveaux problèmes socio-économiques et éclairent les liens qui existent entre les aspects social et économique du développement;

d) D'autres rapports adressés au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale, qui recouvrent un large éventail de problèmes, dont les questions monétaires et financières internationales, l'application de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, les mesures à prendre immédiatement en faveur des pays en développement et la coopération économique entre pays en développement;

e) Des publications générales, parmi lesquelles des recueils de statistiques et d'indicateurs statistiques relatifs au développement, le Transport Bulletin annuel et d'autres études sur les transports, des publications sur la mobilisation de l'épargne au service du développement et sur la coopération internationale en matière fiscale, ainsi que le Journal de la planification du développement.

Sous-programme 1. Perspectives du développement

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 631 600 dollars (soit 23 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 10.15 à 10.19.

c) Eléments de programme :

1.1 Etudes de prospective socio-économique à long terme*

Produits :

i) Rapport sur l'analyse des tendances socio-économiques à long terme de l'économie mondiale, à présenter à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social (deuxième trimestre de 1988);

ii) Rapport sur les problèmes à long terme que soulève la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement, à présenter au Conseil économique et social comme suite à sa demande (deuxième trimestre de 1988, deuxième trimestre de 1989).

* Priorité absolue.

1.2 Elaboration de modèles de politiques

Pas de produit final. Cette activité comprend a) des projections à court terme et à moyen terme de l'économie mondiale, par exemple sur les tendances déterminantes dans les principaux groupes d'économies nationales, et une analyse quantitative des différentes options de politique économique internationale, régionale et nationale qui permettraient de rendre l'économie mondiale plus performante; b) le service d'une réunion annuelle d'experts sur les perspectives économiques mondiales (Projet LINK) et l'établissement de documents de travail sur les perspectives économiques mondiales, en tant que produits secondaires du Projet UN-LINK; c) la recherche de moyens d'améliorer les projections qui servent à l'analyse des politiques, et notamment la mise au point de modèles spécialisés qui puissent être harmonisés avec le système LINK pour l'analyse de problèmes particuliers; l'amélioration du système LINK dans les domaines des invisibles (surtout pour le service de la dette), des courants de capitaux, des taux de change et des pénuries de ressources; l'extension du système LINK à de nouveaux pays (les pays d'Afrique en développement, surtout, et les pays à économie planifiée); et d) la généralisation de l'analyse quantitative et des modèles économétriques dans l'ensemble du système des Nations Unies, y compris l'entretien, la modification et l'extension des modèles socio-économiques mondiaux existants.

1.3 Création de banques de données et de systèmes d'information dans le domaine socio-économique

Produits : Publications techniques : a) Bulletin of Preliminary Estimates and Forecasts of Recent Growth in the World Economy (deuxième et quatrième trimestres de 1988, deuxième et quatrième trimestres de 1989); et b) documentation relative aux bibliothèques de programmes et aux banques de données (sera publiée chaque trimestre en 1988 et en 1989).

Sous-programme 2. Politiques visant à donner une large assise au développement

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 457 600 dollars (soit 4 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 10.20 à 10.25.

c) Élément de programme :

2.1 Politiques visant à donner une large assise au développement** [pour les produits i) b) et ii)]

Produits :

i) Rapports à présenter à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, sur a) l'application de la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social (troisième trimestre de 1988); et b) les exemples nationaux de transformations sociales et économiques effectuées à des fins de progrès social (premier trimestre de 1988);

** Non prioritaire.

ii) Publication technique : comment les pays les moins avancés surmontent les obstacles à l'évolution des institutions (troisième trimestre de 1989).

Sous-programme 3. Aménagement des structures mondiales de production et de consommation

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 343 200 dollars (soit 3 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 10.26 à 10.39.

c) Elément de programme :

3.1 Les modifications de structure de l'économie mondiale et leurs incidences sur la politique économique internationale, plus particulièrement sur la coopération économique entre pays en développement

Pas de produit final. Il s'agit de suivre, pour les besoins de l'Etude sur l'économie mondiale et, éventuellement, d'autres documents, l'évolution des structures de la production, de l'emploi et du commerce ainsi que les flux de ressources extérieures : analyse des grands problèmes et des options politiques touchant le développement économique et social dans le monde, l'accent étant plus particulièrement mis sur l'interaction entre les différents secteurs et la coopération en vue de développer les courants d'échanges de biens, de capitaux et de techniques.

Sous-programme 4. Pays en développement : problèmes et perspectives

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 029 700 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 10.40 à 10.46.

c) Eléments de programme :

4.1 Corrélations entre l'économie mondiale et le développement économique et social de l'Afrique

Produit : Publication technique : les aspects institutionnels des politiques de développement général et les effets de ces politiques sur la répartition des biens et le développement socio-économique, l'accent étant plus particulièrement mis sur les réformes de structure entreprises en Afrique (troisième trimestre de 1989).

4.2 Quelques problèmes relatifs à la politique du développement

Produit : Rapport à présenter à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les mesures prises aux échelons national et international pour amener les chefs d'entreprise nationaux des secteurs tant privé que public à participer plus activement au développement économique des pays en développement (deuxième trimestre de 1988).

Sous-programme 5. Questions fiscales et financières

a) Ressources nécessaires :

Budget ordinaire : 1 487 300 dollars (soit 13 % du total prévu pour le programme);

Fonds extra-budgétaires : 60 000 dollars (soit 100 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 10.47 à 10.52, compte tenu des modifications indiquées pour ce sous-programme dans le document A/39/6 et au paragraphe 309 du document A/39/38.

c) Eléments de programme :

5.1 Coopération internationale en matière fiscale

Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour une réunion du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (quatrième trimestre de 1989);

ii) Publications techniques : a) rapport de la quatrième réunion du Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (deuxième trimestre de 1988); et b) Série des conventions fiscales internationales, vol. IX, suppléments Nos 49 à 52 (deuxième et quatrième trimestres de 1988; deuxième et quatrième trimestres de 1989).

5.2 Mobilisation de l'épargne individuelle des pays en développement

Produit : Publication technique : effets sociaux et économiques des modifications intervenues dans le volume et la composition des dépenses publiques : examen des concepts et des problèmes (troisième trimestre de 1989).

Sous-programme 6. Suivi et évaluation des tendances et des problèmes nouveaux

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 4 233 200 dollars (soit 3 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 10.53 à 10.56, compte tenu des modifications indiquées pour ce sous-programme dans le document A/39/6 et au paragraphe 309 du document A/39/38.

c) Eléments de programme :

6.1 Situation de l'économie mondiale et questions actuelles de politique internationale

Produits :

i) Rapports au Conseil économique et social sur l'Etude sur l'économie mondiale, 1988 et 1989 (deuxième trimestre de 1988, deuxième trimestre de 1989);

ii) Rapports au Comité de la planification du développement sur la situation actuelle de l'économie mondiale et sur les problèmes nouveaux (deuxième trimestre de 1988, deuxième trimestre de 1989);

iii) Publications techniques : Supplément à l'Etude sur l'économie mondiale, 1988 et 1989 (troisième trimestre de 1988, troisième trimestre de 1989).

6.2 Perspectives économiques et problèmes nouveaux

Produits : Rapports à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social sur divers aspects de la croissance et du développement et sur les questions connexes (monnaie, finances, dette, courants de ressources, échanges et développement) (deuxième trimestre de 1988, deuxième trimestre de 1989).

6.3 Situation sociale dans le monde : tendances et problèmes nouveaux

Produits : Publications techniques : a) Rapport sur la situation sociale dans le monde (premier trimestre de 1989); b) Supplément au Rapport sur la situation sociale dans le monde (premier trimestre de 1989).

6.4 Evaluation des progrès réalisés dans l'application, d'une part, de la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement et, d'autre part, de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats

Produit : Rapport à présenter à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur l'application de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats (deuxième trimestre de 1989).

Sous-programme 7. Perspectives mondiales du développement des transports

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 228 800 dollars (soit 2 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 24.9 à 24.14.

c) Elément de programme :

7.1 Développement des transports**

Produits : Publications techniques : a) Transport Bulletin (quatrième trimestre de 1988, quatrième trimestre de 1989); b) Répertoire des études sur les transports (deuxième trimestre de 1988, deuxième trimestre de 1989); et c) Développement des transports urbains (troisième trimestre de 1988).

Sous-programme 8. Appui au programme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 029 700 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne figure pas dans le plan à moyen terme.

** Non prioritaire.

c) Eléments de programme :

8.1 Formulation et gestion

8.2 Coordination

Pas de produit final. Cette activité comprend la coordination technique des activités de programme et la gestion fonctionnelle des travaux interorganisations relatifs aux questions de développement et à leur interdépendance.

8.3 Services fonctionnels divers

Produits : Services fonctionnels nécessaires : a) pour deux sessions du Comité de la planification du développement et six sessions de ses groupes de travail (premier trimestre de 1988, premier trimestre de 1989); b) pour quatre sessions du Conseil économique et social (deuxième et troisième trimestres de 1988, deuxième et troisième trimestres de 1989); et c) pour les quarante-troisième et quarante-quatrième sessions de l'Assemblée générale (troisième trimestre de 1988, troisième trimestre de 1989).

8.4 Journal de la planification du développement

Produit : Publication technique : Journal de la planification du développement (deux numéros par an).

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Consultants

6.26 Les dépenses prévues sous cette rubrique (85 900 dollars) sont en diminution de 36 800 dollars. Ces dépenses, exprimées en mois de travail, sont détaillées ci-après :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
1.1	Fournir les connaissances spécialisées nécessaires pour certains aspects techniques de l'analyse socio-économique, la gestion des bases de données informatisées et l'établissement de modèles économétriques	3
5.1	Aider à rédiger des documents de travail sur la fiscalité internationale	2
6.2	Aider à identifier les principales modifications intervenues dans les relations commerciales, financières et techniques et leurs incidences sur les politiques de développement et la coopération internationale dans les années 90	3
6.3	Fournir les connaissances techniques nécessaires à l'établissement d'études sur des aspects précis - nationaux et sous-régionaux - de la situation sociale dans le monde	1
7.1	Aider à préparer le rapport sur les transports urbains	2

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
8.3	Aider à établir des documents à l'intention du Comité de la planification du développement	2,5
8.4	Rétribuer les auteurs des articles commandés pour le <u>Journal de la planification du développement</u>	8
	Total	21,5

Groupes spéciaux d'experts

6.27 Les 20 800 dollars demandés permettront à un groupe spécial d'experts de se réunir, conformément à la résolution 40/207 de l'Assemblée générale, au titre de l'élément de programme 1.1, Rapport sur l'analyse des tendances socio-économiques à long terme de l'économie mondiale (1988, 5 jours, 12 experts).

Frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.28 Les dépenses prévues sous cette rubrique (55 500 dollars) sont en diminution de 9 900 dollars. Elles sont détaillées ci-après :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
1.2	Participer à la réunion annuelle du Groupe technique de travail de l'Equipe spéciale du CAC sur les objectifs de développement à long terme (examen technique des méthodes analytiques utilisées par les autres organes des Nations Unies et les institutions spécialisées); avoir des consultations avec les spécialistes au siège des institutions spécialisées; participer aux réunions consacrées au projet LINK	7 000
4.1	Avoir des consultations avec la CEA à Addis-Abeba et participer aux réunions d'organes intergouvernementaux en Afrique	4 000
6.1	Participer aux réunions de printemps et d'automne du Groupe des Vingt-Quatre (administrateurs du FMI/BIRD); à une conférence consacrée à l'examen de problèmes nouveaux; à des consultations avec les gouvernements, les établissements de recherche et les institutions spécialisées sur des questions de fond	8 000
6.3	Avoir des consultations avec les gouvernements, les établissements de recherche et les institutions spécialisées sur des questions de fond; participer à des réunions intergouvernementales	3 000
7.1	Avoir des consultations avec la BIRD, la CNUCED, l'OMI et l'OACI; participer à la réunion biennale des chefs des divisions et services des transports et assister aux réunions du Comité de coordination de la Décennie des transports et des communications en Afrique	3 000

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
8.1/8.2	Avoir des consultations avec les gouvernements et les organisations internationales en vue de programmer et de coordonner les travaux consacrés aux problèmes de développement et à l'action interorganisations	24 000
8.4	Avoir des consultations avec les organismes gouvernementaux, les organisations internationales et les experts touchant les articles à faire figurer dans le <u>Journal</u> et les collaborateurs à pressentir pour rédiger ces articles	6 500
	Total	<u>55 500</u>

Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure

6.29 Les dépenses prévues sous cette rubrique (157 900 dollars), qui sont en diminution de 21 000 dollars, concernent les publications approuvées par le Comité des publications.

Location et entretien du matériel

6.30 Les dépenses prévues sous cette rubrique (33 500 dollars), qui sont en diminution de 23 500 dollars, concernent la location de matériel de TEI et de traitement de textes.

Mobilier et matériel

6.31 Le montant non renouvelable demandé à ce titre (245 500 dollars) permettra d'entreprendre la mise en place d'un nouveau système informatique qui remplacera plusieurs systèmes incompatibles et périmés au Bureau de la recherche et de l'analyse des politiques en matière de développement, et d'unifier la gestion informatique des différents services du Bureau. Il servira à acheter un réseau de micro-ordinateurs qui sera rattaché à l'ordinateur central du Service de calcul de New York, à de nouveaux moyens de mise en mémoire des progiciels pour les micro-ordinateurs et des logiciels pour l'analyse économique à l'échelle mondiale.

Remplacement du matériel de traitement de textes

6.32 Le montant demandé sous cette nouvelle rubrique (13 800 dollars) permettra de remplacer du matériel en service.

2. Etude de la situation énergétique dans son contexte international

TABLEAU 6.10. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Augmen- tation totale	Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sment des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989			
Postes permanents	1 110,5	(81,3)	-	47,4	(33,9)	1 076,6	
Consultants	37,7	0,6	(11,5)	1,3	(9,6)	28,1	
Groupes spéciaux d'experts	20,5	0,3	-	0,9	1,2	21,7	
Dépenses communes de personnel	385,3	(27,7)	-	15,8	(11,9)	373,4	
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	31,5	0,4	(4,8)	1,3	(3,1)	28,4	
Location et entretien du matériel	24,7	0,4	(23,7)	0,1	(23,2)	1,5	
Mobilier et matériel	-	-	19,6	0,6	20,2	20,2	
Remplacement du matériel de traitement de textes	6,7	0,1	(6,8)	-	(6,7)	-	
Total	1 616,9	(107,2)	(27,2)	67,4	(67,0)	1 549,9	

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
1 509,7	(27,2)	19,6	-	(46,8)	(3,0) %	

TABLEAU 6.10 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1986-1987	1988-1989
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale des intérêts de la contribution au Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies	103,0	-
Total b)	103,0	-
c) Projets opérationnels		
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	103,0	-
Total		1 549,9

TABLEAU 6.11. POSTES NECESSAIRES

Programme : Etude de la situation énergétique dans son contexte international

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur					Fonds extra-budgétaires		
D-1	2	2	-	-	-	-	2
P-5	3	3	-	-	-	-	3
P-4	1	1	-	-	-	-	1
P-3	2	2	-	-	-	-	2
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
Total	9	9	-	-	-	-	9
Agents des services généraux							
1re classe	-	-	-	-	-	-	-
Autres classes	5	5	-	-	-	-	5
Total	5	5	-	-	-	-	5
Total général	14	14	-	-	-	-	14

2. Etude de la situation énergétique dans son contexte international

6.33 Le premier sous-programme de ce programme d'activité comportera l'étude et le suivi de la situation énergétique mondiale et de ses perspectives dans leur contexte international. Il englobera aussi l'analyse de questions et de problèmes d'intérêt particulier, par exemple la mise au point et l'acquisition de technologies pour la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement. On s'attachera en particulier à déterminer les possibilités d'élargir la coopération en matière d'énergie entre pays en développement.

6.34 S'agissant du sous-programme relatif aux sources d'énergie nouvelles et renouvelables, on mettra l'accent sur l'application du Programme d'action de Nairobi pour la mise en valeur et l'utilisation de ces sources. Ce sous-programme consistera à fournir les services fonctionnels nécessaires du Comité intergouvernemental pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et à établir la documentation technique dont le Comité a besoin. Il contribuera également à la coordination des activités entreprises par le système des Nations Unies dans ce domaine et permettra de continuer à suivre les programmes multilatéraux, bilatéraux et autres, de rassembler des informations et de faire rapport à leur sujet ainsi que sur les ressources nécessaires pour exécuter le Programme d'action de Nairobi.

6.35 Les deux sous-programmes ainsi que leurs éléments de programme et les produits connexes prévus pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

Sous-programme 1. Etude de la situation énergétique dans son contexte international

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 867 900 dollars (soit 56 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1986 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 11.17 à 11.23.

c) Eléments de programme :

1.1 La situation énergétique mondiale et ses perspectives*

Produits :

i) Rapport au Comité des ressources naturelles sur les tendances et les perspectives de l'énergie (deuxième trimestre de 1989);

ii) Rapport à l'Assemblée générale sur les perspectives de l'énergie pour les années 90 (deuxième trimestre de 1989);

iii) Services fonctionnels nécessaires au Comité des ressources naturelles (deuxième trimestre de 1989).

* Priorité absolue.

1.2 Nouveaux problèmes énergétiques internationaux

Produits :

- i) Rapport à l'Assemblée générale sur la prospection et la mise en valeur des ressources énergétiques dans les pays en développement (premier trimestre de 1988);
- ii) Publications techniques : a) raffinage et vente du pétrole par les pays en développement (quatrième trimestre de 1989); b) tendances de l'énergie électrique (quatrième trimestre de 1988).

1.3 Evolution institutionnelle dans le secteur de l'énergie

Produit : Publication technique : l'évolution institutionnelle dans le secteur pétrolier (quatrième trimestre de 1989).

1.4 Le secteur énergétique et l'économie mondiale**

Pas de produit final. Il s'agit de rédiger le chapitre de l'Etude sur l'économie mondiale relatif au secteur énergétique (1988, 1989).

Sous-programme 2. Mise en valeur et utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelable

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 682 000 dollars (soit 44 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), révisé par le document A/41/6 et modifié par le document A/41/38, paragraphe 138.

c) Eléments de programme :

2.1 Appui au Comité intergouvernemental pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables

Produits :

- i) Rapports au Comité intergouvernemental sur des sujets que le Comité choisira à sa quatrième session (premier trimestre de 1988);
- ii) Services fonctionnels nécessaires pour a) une session du Comité (premier trimestre de 1988); b) le Conseil économique et social (troisième trimestre de 1988); c) la quarante-troisième session de l'Assemblée générale (quatrième trimestre de 1988); d) six réunions consultatives intergouvernementales (1988, 1989).

** Non prioritaire.

2.2 Information sur les programmes multilatéraux, bilatéraux et autres dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables

Produits :

i) Rapports au Comité intergouvernemental pour la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables sur a) les ressources nécessaires à l'exécution du Programme d'action de Nairobi et b) les programmes d'application correspondants (deux rapports pendant le premier trimestre de 1988);

ii) Publications techniques : a) inventaire des activités présentes et prévues des organisations multilatérales, bilatérales et autres. (un numéro par an); b) listes de publications, réunions, activités nouvelles et centres d'action nationaux (deux numéros par an); et c) recherches assistées par ordinateur, exécutées à la demande de certains gouvernements et institutions.

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Consultants

6.36 Les ressources nécessaires à ce titre (26 800 dollars) accusent une diminution de 11 500 dollars. Ces ressources, exprimées en mois de travail, s'établissent comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
1.1	Aider à établir une étude en profondeur des perspectives de l'ensemble du secteur énergétique pour les années 90	4
1.2	Acquérir des connaissances spécialisées dans le domaine de la prospection et de l'exploitation pétrolières	2
2.1	Aider à établir une étude spécialisée sur les progrès techniques et économiques et les mesures de politique générale dans le domaine des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, à présenter au Comité intergouvernemental	4
	Total	10

Groupes spéciaux d'experts

6.37 Les ressources nécessaires sous cette rubrique (20 800 dollars) se rapportent à la réunion envisagée d'un groupe d'experts au titre de l'élément de programme 1.2, Nouveaux problèmes énergétiques internationaux (New York, 1988, cinq jours, huit participants).

Frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.38 Les ressources nécessaires à ce titre (27 100 dollars) accusent une diminution de 4 800 dollars. Ces ressources se répartissent comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
1.1	Participation à des réunions intergouvernementales et techniques	5 600
1.2	Collecte de données et d'informations sur les aspects institutionnels de la prospection et de l'exploitation pétrolières et de la production d'énergie électrique dans les pays en développement	4 000
1.3	Consultations avec des responsables de sociétés pétrolières nationales, des représentants de compagnies pétrolières et des négociants en hydrocarbures sur l'orientation et le rythme des mutations institutionnelles dans le secteur pétrolier	1 500
2.1	Participation à des réunions consultatives et service des réunions interorganisations spéciales sur les sources d'énergie nouvelles et renouvelables	8 000
2.2	Rassemblement ou vérification d'informations nouvelles ou mises à jour provenant des principales organisations bilatérales ou multilatérales	8 000
	Total	<u>27 100</u>

Location et entretien du matériel

6.39 Les ressources prévues à ce titre (1 400 dollars), qui font apparaître une diminution de 23 700 dollars, seront affectées à l'entretien du matériel de traitement de textes et de bureautique.

Mobilier et matériel

6.40 Les ressources prévues à ce titre (19 600 dollars) permettront d'acheter deux ordinateurs individuels avec matériel connexe et logiciels; il s'agit d'une dépense non renouvelable.

3. Aspects économiques et techniques des affaires de la mer

TABLEAU 6.12. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sment des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989	Augmen- tation totale	
Postes permanents	1 188,5	(97,3)	-	50,6	(46,7)	1 141,8
Consultants	71,4	1,0	(22,1)	2,1	(19,0)	52,4
Groupes spéciaux d'experts	20,0	0,3	-	1,2	1,5	21,5
Dépenses communes de personnel	412,5	(33,1)	-	16,5	(16,6)	395,9
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	42,2	0,7	(6,4)	1,7	(4,0)	38,2
Location et entretien du matériel	0,6	-	3,2	0,1	3,3	3,9
Fournitures et accessoires	2,1	-	(1,6)	0,1	(1,5)	0,6
Mobiliser et matériel	4,0	(4,0)	4,0	0,1	0,1	4,1
Total	1 741,3	(132,4)	(22,9)	72,4	(82,9)	1 658,4

TABLEAU 6.12 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources			(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)		
1 608,9	(22,9)	4,0	-	(26,9)	(1,6) %

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total	1 658,4
-------	---------

TABLEAU 6.13. POSTES NECESSAIRES

Programme : Aspects économiques et techniques des affaires de la mer

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires		Total
	Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur					
D-1	1	-	-	-	1
P-5	2	-	-	-	2
P-4	2	-	-	-	2
P-3	3	-	-	-	3
P-2/1	3	-	-	-	3
Total	11	11	-	-	11
Agents des services généraux					
1re classe	-	-	-	-	-
Autres classes	5	5	-	-	5
Total	5	5	-	-	5
Total général	16	16	-	-	16

3. Aspects économiques et techniques des affaires de la mer

6.41 Ce programme, qui est exécuté par le Service de l'économie et de la technologie des océans, a pour objet d'appuyer et d'encourager les efforts visant à mettre les ressources de la mer au service du développement. Pendant les deux exercices biennaux précédents, il a beaucoup aidé les pays, et notamment les pays en développement, à concevoir et gérer des politiques et des plans de mise en valeur des ressources marines de leurs zones côtières et, partant, de faire de leurs ressources marines un facteur de leur développement. La zone économique exclusive étant devenue un sujet de préoccupation majeur des Etats Membres depuis l'adoption de la Convention sur le droit de la mer, on insiste davantage sur les activités de recherche et les études permettant de donner aux pays en développement les moyens de mieux planifier, gérer et exploiter les ressources marines des nouvelles zones relevant de leur juridiction. Les activités se poursuivront également dans le domaine des ressources minérales des mers.

6.42 Dans les domaines de l'information, de la collecte et de la diffusion de données, de la fourniture de conseils et d'assistance, de l'acquisition de technologies et de la mise en place d'infrastructures, l'action entreprise lors des exercices biennaux précédents sera poursuivie. On continuera de coopérer avec la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'Unesco à l'exécution du programme commun à long terme sur les sciences de la mer et les ressources non biologiques et d'aider, si nécessaire, à fournir les services nécessaires à la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer et à ses organes subsidiaires.

Sous-programme 1. Promotion de la planification et de la gestion des ressources des zones côtières et des zones économiques exclusives

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 563 900 dollars (soit 34 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 25.35 à 25.39.

c) Eléments de programme :

1.1 Tendances économiques et techniques et faits nouveaux dans le domaine des affaires de la mer*

Produit : Rapport au Conseil économique et social sur les tendances économiques et techniques et les faits nouveaux dans le domaine des affaires de la mer (troisième trimestre de 1989).

* Priorité absolue.

1.2 Méthodes d'évaluation et de mise en valeur des ressources marines et côtières*

Produits :

i) Publication technique : critères et méthodes de planification et de gestion des ressources marines (quatrième trimestre de 1989);

ii) Rôle des mers et océans dans le développement : activité intermédiaire - travaux de recherche et d'analyse à partir de travaux préliminaires déjà accomplis, conduisant à l'établissement d'une publication destinée à la vente pendant l'exercice biennal 1990-1991. On s'attachera en particulier à étudier les questions de méthodologie et à définir la dimension marine de l'activité économique; il faudra pour ce faire, recueillir de nombreuses statistiques et données auprès des pays.

1.3 Techniques et technologies de mise en valeur des zones côtières des pays en développement**

Pas de produit final. Il s'agit de recenser et d'évaluer par la recherche et l'analyse un certain nombre de conceptions techniques nouvelles de l'aménagement et de la mise en valeur des zones côtières, et d'évaluer certaines nouvelles technologies prometteuses, comme celle du ciment armé laminé; une publication destinée à la vente paraîtra pendant l'exercice biennal 1990-1991.

1.4 Risques naturels dans les zones côtières**

Produit : Publication technique : évaluation de l'incidence des risques naturels sur l'aménagement des zones côtières (quatrième trimestre de 1989).

Sous-programme 2. Mise en valeur des ressources marines dans le cadre de l'économie mondiale

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 464 300 dollars (soit 28 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 25.40 à 25.48.

c) Eléments de programme :

2.1 Ressources minérales des mers

Produits : Publications techniques : a) les techniques de prospection des gisements diffus dans la zone économique exclusive et leurs applications (troisième trimestre de 1989); b) analyse financière d'une entreprise d'exploitation de nodules (troisième trimestre de 1988); c) étude comparée des aspects économiques de

* Priorité absolue.

** Non prioritaire.

la production de nickel à partir de dépôts terrestres de latérites et de gisements polymétalliques au fond des mers (deuxième trimestre de 1989); d) cadre réglementaire de l'exploitation des nodules de manganèse (troisième trimestre de 1989); e) étude des activités des secteurs public et privé dans le domaine de l'exploitation des ressources minérales des fonds des mers (quatrième trimestre de 1989).

2.2 Informations et données

Il s'agit de fournir, à la demande ponctuelle des gouvernements, des informations et données, des avis et une assistance d'ordre économique et géologique concernant les ressources marines et de contribuer tous les trimestres aux Aquatic Sciences and Fisheries Abstracts (ASFA) du Système d'information sur les sciences aquatiques et la pêche (ASFIS).

Sous-programme 3. Technologies marines et côtières

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 232 200 dollars (soit 14 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 25.49 à 25.52.

c) Eléments de programme :

3.1 Infrastructure technique marine

Pas de produit final. Il s'agit d'aider à établir à l'intention du Comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement, une documentation sur les infrastructures d'exploitation des ressources marines, et d'entreprendre des activités intermédiaires pour le compte du Service de l'économie et de la technologie des océans, chef de file d'un projet relevant de l'Equipe spéciale du CAC sur la science et la technique au service du développement (deuxième trimestre de 1989).

3.2 Acquisition de techniques marines

Pas de produit final. Il s'agit d'organiser une réunion d'un groupe d'experts, conjointement avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, sur l'acquisition de techniques de prospection marine pour la mise en valeur des ressources au large des côtes de l'Amérique latine; une publication à ce sujet paraîtra pendant l'exercice biennal 1990-1991.

Sous-programme 4. Appui au programme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 398 000 dollars (soit 24 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne figure pas dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

4.1 Elaboration et gestion des programmes

4.2 Coordination des programmes

4.3 Services fonctionnels nécessaires divers

Produits : Services fonctionnels nécessaires pour a) deux réunions du Groupe d'experts sur les aspects scientifiques de la pollution marine (GESAMP) (deuxième trimestre de 1988 et de 1989); b) une session d'un organe subsidiaire de la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'Unesco (date à déterminer).

4.4 Appui aux activités intéressant les ressources marines

Activités opérationnelles : a) contribution technique à l'évaluation économique et géologique des ressources minérales, stages de formation financés sur fonds extra-budgétaires dans le cadre du programme commun ONU/COI sur les sciences de la mer et les ressources non biologiques; b) appui fonctionnel aux projets de coopération technique, par exemple le projet YEM/84/T01, Assistance préparatoire en vue de la création d'un institut océanographique (phase I) (République arabe du Yémen), en tant qu'organisme coopérant, conjointement avec l'Unesco; et c) contribution technique et participation aux conférences, séminaires et ateliers d'experts intergouvernementaux internationaux et régionaux consacrés à des questions relevant du programme.

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Consultants

6.43 Les ressources prévues à ce titre (50 300 dollars) accusent une diminution de 22 100 dollars. Ces ressources, exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
1.2	Etudier les liens d'ordre biophysique, organique et socio-économique entre la zone côtière et la zone économique exclusive, l'interdépendance des deux zones et les problèmes et exigences qui en découlent pour la planification et la gestion de l'utilisation des ressources marines	1,5
	Etudier la structure des comptes nationaux d'un vaste échantillon de pays, recenser les problèmes liés à l'application de la définition préliminaire et affiner celle-ci en vue de parvenir à une définition de la dimension marine de l'activité économique qui soit d'application générale et de disposer ainsi d'estimations comparables de la part du secteur marin dans le PNB	0,8

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
2.1	Réunir sur la région de la CEPALC (Caraïbes) toutes les données géologiques voulues pour créer une base de données de référence en vue d'une publication technique	1,0
	Fournir, en vue d'une publication technique, des renseignements précis sur les conditions économiques et techniques de l'exploitation minière des fonds des mers dans le cadre de la réglementation proposée pour cette exploitation	1,5
	Etablir une évaluation à jour des activités passées, présentes et à venir des entités d'exploitation des ressources minérales des fonds marins et préparer une publication technique	1,5
2.2	Aider à mettre au point un programme-machine permettant de retrouver facilement et rapidement des données à jour sur la géologie et les sédiments pour pouvoir évaluer les ressources minérales de la zone économique exclusive	1,0
3.2	Etablir à l'intention d'un groupe d'experts, un ou plusieurs documents de base sur l'acquisition de techniques de topographie maritime, plus particulièrement du point de vue des pays de la CEPALC	1,5
	Total	<u>8,8</u>

L'Assemblée de la Commission océanographique inter-gouvernementale (Unesco) a créé, à sa douzième session, un groupe d'experts-conseils chargé de déterminer les priorités, le contenu technique et les modalités d'application d'un programme des sciences de la mer et des ressources non biologiques. Ce programme, exécuté conjointement par le Service de l'économie et de la technologie des océans (ONU) et par la COI, est axé sur les conditions d'évaluation et d'exploitation des ressources minérales des zones côtières.

Le groupe composé d'experts désignés par le Service de l'économie et de la technologie des océans et par la COI, et de participants de chaque organisation, fournira des conseils et une orientation sur les moyens d'élargir et de développer le programme commun. Il sera demandé à l'ONU de financer la participation d'un ou de deux experts à une réunion en 1988 et à une autre en 1989. Les dépenses à la charge de l'ONU sont estimées à 9 000 dollars.

Elément de programme

Description des tâches

Mois de travail

De même, conformément à l'accord relatif au Groupe d'experts sur les aspects scientifiques de la pollution marine, le Département des affaires économiques et sociales internationales, qui coparraine le Groupe, finance la participation (frais de voyage et indemnité journalière seulement) de deux experts nommés par l'ONU à une session annuelle du Groupe et de l'un de ses groupes de travail. Les dépenses à la charge de l'ONU sont estimées à 6 000 dollars.

Groupes spéciaux d'experts

6.44 Les ressources nécessaires à ce titre (20 300 dollars) correspondent à la réunion d'un groupe d'experts, envisagé en liaison avec l'élément de programme 3.2 (Acquisition de techniques marines). La réunion, qui durera une semaine, se tiendra à Santiago en 1989 et sera organisée en étroite coopération avec la CEPALC; les participants y examineront les questions liées à l'acquisition de techniques de topographie maritime en vue de l'exploitation des ressources au large des côtes (1989, cinq jours, 12 experts).

Frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.45 Les ressources nécessaires à ce titre (36 500 dollars), qui font apparaître une diminution de 6 400 dollars, se répartissent comme suit :

<u>Sous-programmes</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
1	Participer à la seconde session ordinaire de 1989 du Conseil économique et social et présenter un rapport demandé par le Conseil; rassembler des données et des informations et participer à des ateliers et à des réunions	6 000
2	Participer à des réunions directement liées aux aspects techniques du programme; avoir des consultations avec les gouvernements et les instituts de recherche et rassembler des informations pour l'établissement de rapports	9 700
3	Assurer le service des réunions des groupes d'experts susmentionnés; participer aux réunions directement liées aux aspects techniques du programme; participer aux consultations interorganisations	6 500
4	Participer aux réunions de la Commission océanographique intergouvernementale et du Comité intersecrétariats des programmes scientifiques consacrés à l'océanographie	14 300
	Total	<u>36 500</u>

Location et entretien du matériel

6.46 Les ressources demandées à ce titre (3 800 dollars) permettront d'assurer pendant l'exercice biennal l'entretien du matériel de traitement de textes et de bureautique.

Mobilier et matériel

6.47 Le montant non renouvelable de 4 000 dollars prévu à cette rubrique est destiné à l'achat de matériel de traitement de textes.

4. Analyse de la population mondiale

TABLEAU 6.14. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sement des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989	Augmen- tation totale	
Postes permanents	3 405,0	(204,2)	-	148,0	(56,2)	3 348,8
Consultants	30,9	0,4	(9,4)	0,8	(8,2)	22,7
Groupes spéciaux d'experts	29,9	0,4	-	1,0	1,4	31,3
Dépenses communes de personnel	1 181,5	(70,5)	-	50,6	(19,9)	1 161,6
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	45,5	0,7	(6,9)	1,6	(4,6)	40,9
Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure	50,2	0,7	50,5	4,7	55,9	106,1
Location et entretien du matériel	16,8	0,2	33,0	2,3	35,5	52,3
Mobilier et matériel	10,1	(10,1)	18,7	0,6	9,2	19,3
Total	4 771,1	(282,4)	85,9	209,6	13,1	4 784,2

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté		
4 488,7	85,9	18,7	-	67,2	1,4 %	

TABLEAU 6.14 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1986-1987 Montant estimatif des dépenses	1988-1989 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	203,2	203,2
Total a)	203,2	203,2
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour les intérêts reçus sur la contribution au Compte spécial de l'Organisation des Nations Unies	117,0	-
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Etudes sur la mortalité infantile)	34,0	-
Total b)	151,0	-
c) Projets opérationnels		
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	1 700,0	1 700,0
Total c)	1 700,0	1 700,0
Total a), b) et c)	2 054,2	1 903,2
Total		6 687,4

TABIEAU 6.15. POSTES NECESSAIRES

Programme : Analyse de la population mondiale

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires		Total
	Budget ordinaire	Budget ordinaire	Budget ordinaire	Fonds extra-budgétaires	
	1986-1987 1988-1989	1986-1987 1988-1989	1986-1987 1988-1989	1986-1987 1988-1989	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur					
D-2	1	-	-	1	1
D-1	2	-	-	2	2
P-5	6	-	1	7	7
P-4	6	-	-	6	6
P-3	9	-	-	9	9
P-2/1	5	-	-	5	5
Total	29	-	1	30	30
Agents des services généraux					
1re classe	6	-	-	6	6
Autres classes	11	-	-	11	11
Total	17	-	-	17	17
Total général	46	-	1 a/	47	47

a/ Les postes financés par le FNUAP qui jusque-là étaient inscrits au tableau d'effectifs au titre des activités de fond n'y figurent plus, car ils font désormais partie des postes affectés à la coopération technique (voir ci-dessus, par. 6.15).

4. Analyse de la population mondiale

6.48 Ce programme est exécuté par la Division de la population. Pendant l'exercice biennal 1988-1989, le programme de travail restera axé sur l'application des recommandations de la Conférence internationale sur la population, qui s'est tenue à Mexico du 6 au 14 août 1984, ainsi que des recommandations énoncées dans le Plan d'action mondial sur la population, dans le cadre général présenté dans le plan à moyen terme actuel. Le programme de travail pour cet exercice biennal donnera effet aux recommandations de la Commission de la population que le Conseil économique et social a adoptées.

6.49 On continuera à mettre l'accent sur le suivi des tendances et politiques démographiques aux niveaux national, régional et mondial. Durant cet exercice biennal, la nouvelle présentation adoptée au cours du précédent exercice, qui cerne davantage la réalité, sera respectée. On se préoccupera de l'évolution de la structure de la population, notamment du vieillissement. Dans le cadre général du suivi, de l'examen et de l'évaluation des tendances, une attention particulière sera également accordée au rapport entre le rôle et la condition de la femme et la population. On renforcera encore les activités du programme consistant à analyser les tendances démographiques et leur relation avec les facteurs sociaux et économiques et à suivre en permanence l'évolution de la formulation et de l'application des politiques démographiques. Une attention sera accordée à l'intérêt direct que revêtent les politiques démographiques ainsi qu'à d'autres politiques économiques et sociales qui influent indirectement sur les tendances essentielles de la fécondité, de la mortalité, des migrations internes et de la répartition de la population.

6.50 L'opération quinquennale d'examen et d'évaluation de l'exécution du Plan d'action mondial sur la population constituera une activité importante durant cet exercice biennal dans la mesure où le rapport y relatif doit être soumis au Conseil économique et social en 1989, par l'intermédiaire de la Commission de la population. Les préparatifs nécessaires sur les plans institutionnel et technique de l'opération d'examen et d'évaluation ont été entrepris pendant l'exercice biennal 1986-1987.

6.51 Parmi les autres activités importantes prévues pour l'exercice biennal, il convient de mentionner les suivantes : établissement d'estimations et de projections sur les ménages; analyse comparative des schémas de migration interne et d'urbanisation; analyse continue des résultats de la sixième Enquête démographique des Nations Unies auprès des gouvernements ("Observation suivie des perceptions et des politiques gouvernementales relatives aux tendances et aux niveaux démographiques dans le contexte du développement en 1987"), qui a été effectuée durant l'exercice biennal 1986-1987; recherche sur l'intégration des facteurs démographiques à la planification du développement; étude des interactions entre population, ressources, environnement et développement; recherche sur les conséquences de divers schémas de baisse de la mortalité sur la composition de la population par âge et par sexe; études sur la relation entre la mortalité infantile et la fécondité; étude de variables démographiques de la croissance de la population urbaine; études sur les tendances mondiales concernant l'utilisation de contraceptifs et les schémas de la fécondité chez les adolescents. Dans l'ensemble, une plus grande partie des résultats des diverses activités de recherche sera présentée sous une forme exploitable par machine, en particulier sur disquettes de micro-ordinateurs. On continuera à s'attacher à développer le réseau d'information en matière de population (POPIN).

Sous-programme 1. Analyse démographique mondiale

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 813 300 dollars (soit 17 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 18.10 à 18.13.

c) Eléments de programmes :

1.1 Evaluation de différentes formes de migration interne

Produits : Publications techniques : a) analyse comparative des schémas de migration interne dans certains pays en développement (troisième trimestre de 1989); b) sorties d'ordinateur concernant l'estimation des variables démographiques de la croissance de la population urbaine, en particulier l'évaluation des migrations internes (quatrième trimestre de 1989).

En outre, on préparera la rédaction d'un rapport sur les différentes formes de courants migratoires internes (d'une zone rurale à l'autre, d'une zone urbaine à l'autre, et d'une zone rurale vers une zone urbaine), par sexe, dans les pays en développement pour lesquels on dispose de données (à paraître au cours de l'exercice biennal 1992-1993).

1.2 Incidence démographique des migrations internationales

Produits : Publications techniques : a) caractéristiques démographiques des migrants internationaux (deuxième trimestre de 1989); b) sorties d'ordinateur établies à partir de la base de données sur les migrations internationales (premier trimestre de 1989).

1.3 Urbanisation et développement

Produits : Sorties d'ordinateur donnant les résultats d'une étude comparative des schémas d'urbanisation et de développement dans certains pays en développement et certains pays développés (deuxième trimestre de 1989).

En outre, on entreprendra la rédaction d'un rapport sur la composition par sexe de la structure urbaine dans certains pays en développement et certains pays développés (à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991).

1.4 Tendances et taux différentiels de mortalité

Produits : Publications techniques : a) rapport sur l'effet de la limitation de la dimension des familles et de l'espacement des naissances sur la mortalité infantile dans les pays en développement (troisième trimestre de 1989); b) publication sur la version pour gros ordinateurs du logiciel de mesure de la mortalité (premier trimestre de 1989); c) publication sur la version pour micro-ordinateurs du logiciel de mesure de la mortalité (troisième trimestre de 1989); d) sorties d'ordinateur donnant des estimations de la mortalité maternelle (deuxième trimestre de 1989); e) un précis pour l'estimation de la mortalité infantile et postinfantile (quatrième trimestre de 1988) (fonds extra-budgétaires).

En outre, on poursuivra les travaux ci-après : a) rapport sur la mortalité différentielle par sexe, à paraître dans le Bulletin démographique (deuxième trimestre de 1989); b) estimation des effets des programmes efficaces de lutte contre le paludisme sur la mortalité, étude à paraître dans le Bulletin démographique (deuxième trimestre de 1989); c) rapport sur les tendances de la mortalité infantile différentielle selon les facteurs géographiques et socio-économiques dans certains pays en développement (à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991); d) rapport sur le rythme de l'évolution de la mortalité dans les pays en développement depuis les années 60 (à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991).

1.5 Conséquences de l'évolution de la mortalité**

Pas de produit final. Cette activité comprend la rédaction d'un rapport sur les conséquences de divers schémas de baisse de la mortalité sur la composition par âge et par sexe de la population de pays en développement et de pays développés (à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991).

Sous-programme 2. Projections démographiques

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 909 000 dollars (soit 19 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 18.14 à 18.18.

c) Eléments de programme :

2.1 Evaluations et projections démographiques globales

Produits : Publications techniques : a) rapport sur les perspectives démographiques mondiales évaluées en 1986 (quatrième trimestre de 1988); b) diagramme de la population mondiale en 1987 (troisième trimestre de 1988); c) bandes et sorties imprimées présentant les résultats de la révision en 1988-1989 des estimations et projections démographiques (deuxième trimestre de 1989).

2.2 Estimations et projections globales de l'urbanisation

Produits : Publications techniques : a) Manuel pour l'établissement de projections démographiques au niveau subnational (deuxième trimestre de 1989); b) rapport sur les perspectives de l'urbanisation globale évaluées en 1986 (quatrième trimestre de 1988); c) bandes et sorties imprimées présentant les résultats de la révision en 1988-1989 des estimations et projections de l'urbanisation (deuxième trimestre de 1989).

2.3 Etude globale des tendances et des caractéristiques des ménages et des familles

Pas de produit final. Cette activité consiste à préparer une étude globale des tendances et caractéristiques des ménages et des familles (à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991).

** Non prioritaire.

Sous-programme 3. Politiques démographiques

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 191 400 dollars (soit 4 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 18.19 à 18.22.

c) Eléments de programme :

3.1 Analyse comparative des nouvelles questions de politique démographique

Produits : Publications techniques : trois rapports sur la croissance des villes (deuxième trimestre de 1989).

3.2 Résumé de politiques démographiques nationales

Pas de produit final. Cette activité consiste à préparer un rapport sur les politiques démographiques mondiales (six publications à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991).

3.3 Enquête auprès des gouvernements sur les politiques démographiques

Produit : Rapport à la Commission de la population sur la sixième Enquête démographique des Nations Unies auprès des gouvernements : observation suivie des perceptions et des politiques gouvernementales relatives aux tendances et aux niveaux démographiques dans le contexte du développement en 1987 (premier trimestre de 1989).

3.4 Banque de données concernant les politiques démographiques

Produits : Publications techniques : a) rapport sur les résultats de la réunion d'un groupe d'experts sur la collecte et l'analyse de données comparatives concernant les politiques démographiques (quatrième trimestre de 1989); b) sorties d'ordinateur établies à partir du fichier sur les politiques démographiques, y compris la sixième Enquête (quatrième trimestre de 1989) (fonds extra-budgétaires).

3.5 Application des politiques démographiques**

Produit : Publication technique : analyse comparative de monographies par pays sur l'application des politiques démographiques, mettant l'accent sur l'utilisation de l'information dans la gestion des programmes (deuxième trimestre de 1989) (fonds extra-budgétaires).

Sous-programme 4. Population et développement

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire 430 600 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 18.23 à 18.30.

** Non prioritaire.

c) Eléments de programme :

4.1 Evaluation des rapports entre les variables démographiques et les facteurs économiques et sociaux

Produits : Publications techniques : a) cinq monographies évaluant les conséquences démographiques des grands projets de développement dans cinq pays (Inde, Pakistan, Costa Rica, Maroc et Cameroun) (deux au quatrième trimestre de 1988, une au deuxième trimestre de 1989, deux au quatrième trimestre de 1989); b) analyse comparée de l'expérience acquise dans l'évaluation des conséquences démographiques des projets de développement (quatrième trimestre de 1989); c) rapport sur un atelier consacré à l'évaluation des conséquences démographiques des projets de développement (deuxième trimestre de 1989).

4.2 Evaluation de l'incidence des tendances démographiques mondiales sur le développement économique et social

Produits : Publications techniques : a) trois monographies consacrées aux conséquences économiques et sociales du vieillissement de la population (quatrième trimestre de 1989); b) analyse comparative des monographies consacrées aux conséquences économiques et sociales du vieillissement de la population (quatrième trimestre de 1989).

4.3 Evaluation des méthodes actuelles d'intégration des facteurs démographiques à la planification du développement

Produits : Publications destinées à la vente : a) manuel sur l'intégration des variables démographiques à la planification sectorielle du développement (quatrième trimestre de 1988); b) quatre publications techniques sur des monographies consacrées à l'expérience acquise par l'Inde, la Thaïlande, la Turquie et le Mexique dans l'intégration des variables démographiques à la planification du développement (premier trimestre de 1989); c) analyse comparative de l'expérience acquise par les pays dans l'intégration des variables démographiques à la planification du développement (quatrième trimestre de 1989).

4.4 Rapports entre population, ressources, environnement et développement**

Pas de produit final. Les activités intermédiaires comprennent :

a) la constitution d'une base de données sur la population, les ressources, l'environnement et les variables socio-économiques; b) l'élaboration d'un rapport sur des études visant à définir les relations entre les variables liées à la population, aux ressources, à l'environnement et au développement (à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991).

Sous-programme 5. Suivi, examen et évaluation

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 717 600 dollars (soit 15 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 18.31 à 18.34.

** Non prioritaire.

c) Eléments de programme :

5.1 Suivi des tendances et des politiques démographiques*

Produits :

i) Rapport au Conseil économique et social par l'intermédiaire de la Commission de la population sur le suivi des tendances et des politiques démographiques (premier trimestre de 1989);

ii) Activité intermédiaire : publication technique : suivi des tendances et des politiques démographiques (à paraître en 1990);

iii) Rapport au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission de la population, sur les activités du système des Nations Unies dans le domaine de la population (premier trimestre de 1989);

iv) Rapport à la Commission de la population sur les activités menées par les organisations intergouvernementales et non gouvernementales en exécution du Plan d'action mondial sur la population (premier trimestre de 1989).

5.2 Examen et évaluation du Plan d'action mondial sur la population*

Produits :

i) Rapport au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission de la population, sur les progrès accomplis dans la poursuite des objectifs du Plan d'action et l'application des recommandations qu'il contient (premier trimestre de 1989);

ii) Publication technique : rapport sur l'examen et l'évaluation du Plan d'action mondial sur la population, 1989 (quatrième trimestre de 1989);

iii) Rapport à la Commission de la population sur les possibilités de tenir une conférence intergouvernementale sur la population en 1994 (premier trimestre de 1989).

Sous-programme 6. Facteurs influant sur les schémas de procréation

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 004 700 dollars (soit 21 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 18.35 à 18.40.

* Priorité absolue.

c) Eléments de programme :

6.1 Corrélation entre la condition de la femme et la dynamique de la population

Produit : Publication technique : étude sur la corrélation entre la fonction reproductrice de la femme et son rôle dans l'économie et la famille (quatrième trimestre de 1989).

Cette activité comporte en outre diverses tâches : coordination de toutes les activités intéressant les femmes et la population entreprises par la Division de la population, rassemblement de l'information sur les femmes pour le Bureau de la recherche et de l'analyse des politiques en matière de développement, suite donnée aux recommandations des grandes conférences mondiales, participation à des réunions à l'échelle du système, établissement de la documentation nécessaire pour les organes délibérants et les organes chargés de la coordination des programmes, y compris la contribution aux activités de suivi, d'examen et d'évaluation.

6.2 La planification de la famille et ses répercussions démographiques

Produits : Publications techniques : a) tendances et niveaux de l'emploi de moyens contraceptifs évalués en 1986 (troisième trimestre de 1988); b) publication technique sur les résultats de la Réunion d'experts chargée d'élaborer des méthodes modernes permettant d'évaluer l'efficacité de la planification de la famille à partir des données fournies par les enquêtes (quatrième trimestre de 1989); c) rapport à la Commission de la population concernant la Réunion d'experts sur les méthodes nouvelles et améliorées permettant d'évaluer l'efficacité de la planification de la famille à partir des données fournies par les enquêtes (premier trimestre de 1989).

6.3 Evaluation de la corrélation entre la structure par âge et la fécondité**

Pas de produit final. Cette activité consiste à préparer une étude mondiale de la structure par âge de la fécondité afin de fournir une base utile pour les estimations et les projections relatives à la fécondité.

6.4 Tendances du comportement procréateur

Produits : Publications techniques : a) étude mondiale des facteurs déterminant les tendances de la fécondité chez les adolescents (quatrième trimestre de 1989); b) sorties d'ordinateur : fécondité chez les adolescents (quatrième trimestre de 1988); c) étude sur le plan international des tendances de la nuptialité (troisième trimestre de 1989); d) étude de la mortalité infantile et de la fécondité (quatrième trimestre de 1988).

** Non prioritaire.

6.5 Corrélation entre les mesures de politique sociale et économique et la fécondité

Pas de produit final. Cette activité comprend la réalisation d'études sur le dilemme que pose le faible taux de fécondité et la corrélation entre le comportement procréateur et les politiques économiques et sociales (à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991).

Sous-programme 7. Diffusion d'informations sur la population

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 287 000 dollars (soit 6 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 18.41 à 18.44.

c) Eléments de programme :

7.1 Collecte et diffusion d'informations démographiques

Produits : Publications techniques : a) Bulletin démographique (deux numéros par an); b) Population Newsletter (deux numéros par an); c) Bref rapport sur la situation démographique dans le monde (quatrième trimestre de 1989).

7.2 Coordination des activités d'information démographique : réseau d'information en matière de population (POPIN)**

Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour la réunion du Comité consultatif du POPIN (1988);

ii) Publications techniques : a) POPIN Bulletin (deux numéros par an); b) publications sur certains aspects de l'information démographique (quatrième trimestre de 1989).

Sous-programme 8. Appui au programme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire 430 600 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme ne relève pas de la structure du programme du plan à moyen terme.

** Non prioritaire.

c) Eléments du programme :

8.1 Elaboration et gestion du programme

8.2 Coordination fonctionnelle du programme

Pas de produit final. Cette activité consiste à coordonner les travaux de recherche entrepris pour tous les sous-programmes du programme relatif à la population au sein des Nations Unies.

8.3 Coordination de l'appui fonctionnel aux organes officiels

Produits : Services fonctionnels nécessaires à : a) la vingt-cinquième session de la Commission de la population (premier trimestre de 1989); b) une session du Conseil économique et social (deuxième trimestre de 1989).

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Consultants

6.52 Les ressources prévues à cette rubrique (21 900 dollars) font apparaître une diminution de 9 400 dollars. Exprimées en mois de travail, elles se répartissent comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
1.2	Collecte de données pour la rédaction de rapports sur l'incidence démographique des migrations internationales	4
2.1	Mise à jour des logiciels servant à établir les projections démographiques afin d'y intégrer les méthodes de projection les plus récentes	3
2.3	Examen du projet de rapport sur les tendances et caractéristiques des ménages et des familles	3
4.4	Conception de la base de données	2
6.4	Constitution de la banque de données	2
7.1	Rédaction du <u>Bref rapport sur la situation démographique dans le monde</u>	3
	Total	17

Groupes spéciaux d'experts

6.53 Les ressources prévues (30 300 dollars) représentent le coût de la réunion de deux groupes spéciaux d'experts aux fins suivantes :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
3.4	Réunion sur la collecte et l'analyse de données comparatives concernant les politiques démographiques (New York, 1988, 5 jours, 10 participants)	13 600
6.2	Réunion pour l'élaboration de méthodes modernes permettant d'évaluer l'efficacité de la planification de la famille à partir des données fournies par les enquêtes (New York, 1988, 3 jours, 10 participants)	16 700
	Total	<u>30 300</u>

Frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.54 Les ressources nécessaires (39 300 dollars) représentent une diminution de 6 900 dollars. Elles se répartissent comme suit :

<u>Sous-programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
1	Consultations avec les commissions régionales, l'OIT, Habitat et participation à des réunions parrainées par l'Organisation des Nations Unies à d'autres réunions internationales	5 700
2	Consultations avec les commissions régionales et les institutions spécialisées pour l'établissement d'estimations et de projections démographiques	6 400
3	Consultations avec les responsables d'agglomérations urbaines, les chercheurs et les fonctionnaires nationaux qui peuvent fournir les données indispensables à l'élaboration des études; participation à la réunion d'un groupe d'experts	4 000
4	Participation à des réunions internationales consacrées à l'intégration des facteurs démographiques à la planification du développement	4 900
6	Participation à des réunions organisées à l'échelle du système ou au niveau international pour traiter de questions de fond relatives aux femmes et à la population	6 800
8	Missions dans les commissions régionales et les institutions spécialisées du système des Nations Unies en vue de coordonner les programmes touchant à la population	11 500
	Total	<u>39 300</u>

Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure

6.55 Les ressources prévues (101 400 dollars), qui représentent un accroissement de 50 500 dollars, correspondent aux publications approuvées par le Comité des publications.

Location et entretien du matériel

6.56 Les ressources prévues (50 000 dollars) représentent le montant nécessaire pour la location et l'entretien du matériel de traitement électronique de l'information et de bureautique.

Mobilier et matériel

6.57 Les ressources nécessaires (18 700 dollars), qui sont de caractère non renouvelable, correspondent à l'achat de matériel de traitement électronique de l'information.

5. Questions de développement social à l'échelle mondiale

TABLEAU 6.16. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Augmen- tation totale	Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sment des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989			
Postes permanents	6 799,7	(292,3)	-	22,6	(269,7)	6 530,0	
Consultants	107,9	4,8	(33,8)	1,0	(28,0)	79,9	
Groupe spéciaux d'experts	149,7	(93,9)	(8,3)	1,1	(101,1)	48,6	
Dépenses communes de personnel	2 380,5	(102,3)	-	7,6	(94,7)	2 285,8	
Indemnités de représentation	8,4	-	-	-	-	8,4	
Frais de voyage des représentants	176,8	2,6	-	8,2	10,8	187,6	
Frais de voyage du personnel affecté à des réunions	27,2	(27,2)	-	-	(27,2)	-	
Autres frais de voyage du personnel envoyé en mission	146,2	9,2	(23,3)	1,8	(12,3)	133,9	
Imprimerie et reliure	26,3	1,1	160,0	7,7	168,8	195,1	
Honoraires	142,0	-	-	-	-	142,0	
Location et entretien du matériel	11,2	0,4	-	0,2	0,6	11,8	
Dépenses de représentation	0,6	-	-	-	-	0,6	
Fournitures et accessoires	12,9	0,7	-	0,2	0,9	13,8	
Mobilier et équipement	42,0	(42,0)	59,4	0,6	18,0	60,0	
Remplacement de matériel de traitement de textes	8,9	0,3	-	0,1	0,4	9,3	
Subventions, bourses et contributions	61,7	2,7	-	0,9	3,6	65,3	
Total	10 102,0	(535,9)	154,0	52,0	(329,9)	9 772,1	

TABLEAU 6.16 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)			
9 566,1	154,0	59,4	-	94,6	0,9 %	

2) Fonds extra-budgétaires

1986-1987 Montant estimatif des dépenses	1988-1989 Montant estimatif des dépenses
---	---

a) Services d'appui à :

i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-

Total a)

-	-
---	---

b) Activités de fond

Fonds d'affectation spéciale pour les activités préparatoires de la Conférence mondiale de 1985 chargée d'étudier et d'évaluer les réalisations de la Décennie des Nations Unies pour la femme	220,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour la défense sociale	76,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour les personnes âgées	300,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour l'Année internationale des personnes handicapées	550,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour la contribution du Gouvernement norvégien à l'Année internationale des personnes handicapées	200,0	-
Fonds d'affectation spéciale pour l'Année internationale de la jeunesse	150,0	-

Total b)

1 496,0	-
---------	---

TABLEAU 6.16 (suite)

	1986-1987	1988-1989
	Montant	Montant
	estimatif des	estimatif des
	dépenses	dépenses
c) Projets opérationnels		
PNUD	400,0	400,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	200,0	200,0
Total c)	600,0	600,0
Total a), b) et c)	2 096,0	600,0
	Total	10 372,1

TABLEAU 6.17. POSTES NECESSAIRES

Programme : Questions de développement social à l'échelle mondiale

	Postes permanents		Postes temporaires		Total		
	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989			
Catégories			extra-budgétaires	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SSG	1	1	-	-	-	1	1
D-2	2	2	-	-	-	2	2
D-1	4	4	-	-	-	4	4
P-5	9	9	-	-	-	9	9
P-4	18	18	-	-	-	18	18
P-3	7	7	-	-	-	7	7
P-2/1	11	11	-	-	-	11	11
Total	52	52	-	-	-	52	52
Agents des services généraux							
1re classe	6	6	-	-	-	6	6
Autres classes	32	32	-	-	-	32	32
Total	38	38	-	-	-	38	38
Total général	90	90	-	-	-	90	90

5. Questions de développement social à l'échelle mondiale

6.58 Ce programme est exécuté par le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires à Vienne. Au cours de l'exercice biennal, l'accent sera mis sur le suivi, l'examen et l'évaluation de la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme ainsi que sur la recherche et l'analyse des politiques en ce qui concerne l'intégration des femmes au développement, plus particulièrement dans le contexte de l'Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement. Les travaux se poursuivront également pour ce qui est de l'élaboration et du suivi de normes et d'instruments efficaces relatifs à la condition de la femme, tels que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

6.59 On accordera une attention particulière à la mise en oeuvre des recommandations de la Consultation interrégionale de 1987 sur les politiques et les programmes de protection sociale orientés vers le développement en vue d'identifier des buts, objectifs et stratégies jusqu'en l'an 2000. On s'intéressera également au rôle unificateur de la famille dans le contexte du développement, ainsi qu'au rôle et à la condition des travailleurs migrants internationaux.

6.60 Les activités seront centrées sur la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des directives concernant la poursuite des activités de planification et les activités de suivi appropriées dans le domaine de la jeunesse, le Programme international d'action de Vienne sur le vieillissement, qui sera examiné et évalué pour la deuxième fois en 1988, le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées pendant la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées et les résolutions du congrès quinquennal des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants.

6.61 Enfin, le soutien fonctionnel aux activités de coopération technique dans les domaines décrits ci-dessus se poursuivra à la demande des gouvernements, en étroite coopération avec le Département de la coopération technique pour le développement. On continuera d'identifier et de mettre au point des projets spécifiques qui seront financés à l'aide de fonds d'affectation spéciale constitués par le Secrétaire général pour les personnes âgées, les personnes handicapées, la jeunesse et la défense sociale.

Sous-programme 1. Participation de la population au développement

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 684 000 dollars (soit 7 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.9 à 21.12, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/39/6 et des modifications indiquées dans le document A/39/38, paragraphe 317.

c) Eléments de programme :

1.1 Participation populaire au changement social

Produits :

i) Rapport à la Commission du développement social sur les mesures tendant à promouvoir de profonds changements sociaux et économiques par la participation populaire (troisième trimestre de 1988);

ii) Publications techniques : a) analyse comparative des expériences des pays pour ce qui est de faire face aux conséquences sociales de l'évolution de la situation économique (quatrième trimestre de 1989); b) Social development review (deux numéros par an).

1.2 Le rôle des coopératives et d'autres organisations locales aux fins de promouvoir la participation de la population au développement

Produits :

i) Rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, sur l'expérience de divers pays en matière de promotion du mouvement coopératif (quatrième trimestre de 1989);

ii) Publication technique : les coopératives et l'Etat; le rôle des pouvoirs publics dans la promotion du mouvement coopératif (deuxième trimestre de 1989).

Sous-programme 2. Intégration sociale et protection sociale

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 879 500 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.13 à 21.16, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/39/6 et des modifications indiquées dans le document A/41/38.

c) Eléments de programme :

2.1 Politiques et programmes de protection sociale orientés vers le développement*

Produits :

i) Rapport à la Commission du développement social sur le suivi de la Consultation interrégionale sur les politiques et les programmes de protection sociale orientés vers le développement (troisième trimestre de 1988);

ii) Rapport à l'Assemblée générale, à sa quarante-quatrième session, sur les mesures nationales et internationales tendant à promouvoir le progrès et le développement social dans le contexte des problèmes et besoins naissants (troisième trimestre de 1989).

* Priorité absolue.

2.2 Situation sociale des familles

Produit : Rapport à la Commission du développement social sur l'étude des politiques nationales concernant la famille (quatrième trimestre de 1988).

Activité intermédiaire : Un document technique sur les indicateurs sociaux concernant la famille, devant aboutir à une publication destinée à la vente et intitulée "Les mécanismes d'aide à la famille et leurs conséquences pour les femmes", à paraître au cours de l'exercice biennal 1990-1991.

2.3 Condition sociale des travailleurs migrants**

Produit : Rapport à la Commission du développement social sur les programmes et services de protection sociale pour les travailleurs migrants et leurs familles (quatrième trimestre de 1988).

Sous-programme 3. Analyse des droits et de la condition de la femme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 684 000 dollars (soit 7 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.17 à 21.21a, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/41/6 et des modifications indiquées dans le document A/41/38.

c) Eléments de programme :

3.1 Promotion, suivi, examen et évaluation des progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs de la Décennie des Nations Unies en ce qui concerne l'égalité, y compris la mise en oeuvre de normes et instruments internationaux et des dispositions pertinentes des Stratégies prospectives d'action de Nairobi

Produits :

i) Rapports à la Commission de la condition de la femme sur les thèmes suivants : a) égalité dans la participation économique et sociale (troisième trimestre de 1989); b) situation en ce qui concerne les normes internationales applicables aux femmes, d'après les renseignements fournis par les organismes des Nations Unies (quatrième trimestre de 1989); c) transmission de listes de communication confidentielles et non confidentielles et de toutes réponses des gouvernements à ces communications (quatrième trimestre de 1989) et d) mesures législatives et autres adoptées par les Etats Membres pour prévenir les sévices auxquels les femmes détenues sont exposées en raison de leur sexe (quatrième trimestre de 1989);

ii) Rapports des Etats parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et analyse des renseignements fournis en vue de leur présentation au Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et aux Etats Membres (deuxième et troisième trimestres de 1988 et de 1989);

** Non prioritaire.

iii) Rapports à l'Assemblée générale sur la situation en ce qui concerne la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (deuxième trimestre de 1988 et 1989).

3.2 Recherche et analyse des politiques concernant les droits et la condition de la femme

Produits : Publications techniques : a) risques d'interférence entre le droit coutumier et le droit réglementaire et mesure dans laquelle cette interférence peut retarder la mise en oeuvre de nouvelles mesures législatives tendant à assurer l'égalité des sexes et à protéger les droits de la femme (quatrième trimestre de 1989) et b) mesures spéciales prises par les Etats pour parvenir plus vite à une égalité de fait (quatrième trimestre de 1989).

Sous-programme 4. Intégration des femmes au développement aux niveaux national, régional et international

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 856 800 dollars (soit 19 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.22 à 21.26, compte tenu des modifications indiquées dans le document A/41/38.

c) Eléments de programme :

4.1 Promotion, suivi, examen et évaluation des progrès réalisés vers les buts et objectifs de développement dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la femme, y compris l'application des dispositions pertinentes des Stratégies prospectives d'action de Nairobi*

Produits :

i) Rapport à l'Assemblée générale sur : a) la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme (deuxième trimestre de 1988 et de 1989) et b) la mise à jour de l'Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement (premier trimestre de 1989);

ii) Rapport au Conseil économique et social sur la mise à jour de l'Etude mondiale sur le rôle des femmes dans le développement (premier trimestre de 1988);

iii) Rapport à la Commission de la condition de la femme sur l'éducation et l'élimination de l'analphabétisme, l'emploi, la santé et les services sociaux, notamment en ce qui concerne les questions de population et les soins de santé;

iv) Publications techniques : WOMEN 2000 (trois numéros par an) et WOMEN NEWS (huit numéros par an).

* Priorité absolue.

4.2 Recherche, analyse des politiques et diffusion d'informations techniques sur le rôle des femmes dans le développement

Produits : Publications techniques : a) participation des femmes rurales à la vie politique (quatrième trimestre de 1989); b) études de cas sur les tendances et mesures, notamment aux niveaux de la législation, de la mise en place d'infrastructures sociales et du partage des responsabilités parentales, de nature à promouvoir la réconciliation des fonctions féminines de production et de reproduction (quatrième trimestre de 1989) et c) question prioritaire relative au développement, identifiée par la Commission de la condition de la femme à sa session de 1987 (quatrième trimestre de 1989).

4.3 Mesures visant à renforcer les programmes internationaux pour la promotion de la femme dans le développement

Produits :

i) Rapports à l'Assemblée générale sur a) la mobilisation efficace des femmes et leur intégration au développement (deuxième trimestre de 1988) et b) la situation actuelle et les perspectives d'amélioration de la situation des femmes dans les zones rurales (deuxième trimestre de 1989);

ii) Rapport à la Commission de la condition de la femme sur les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et sur les aspects marquants des activités de promotion de la femme dans le système des Nations Unies (quatrième trimestre de 1989);

iii) Publications techniques : a) répertoire des centres de liaison nationaux pour la promotion de la femme (premier trimestre de 1989) et b) répertoire des centres de liaison du système des Nations Unies pour les questions intéressant les femmes (deuxième trimestre de 1989).

4.4 Services consultatifs pour la promotion de la femme

Produit : Rapport à la Commission de la condition de la femme sur le programme de services consultatifs des Nations Unies pour la promotion de la femme (quatrième trimestre de 1989).

Activités opérationnelles 1/ :

i) Trois séminaires sur des questions prioritaires pour la promotion de la femme (deuxième trimestre de 1988; deuxième et quatrième trimestres de 1989);

ii) Cinquante et une bourses permettant de former du personnel qualifié de chaque région afin de renforcer les mécanismes nationaux de leur pays en matière de promotion de la femme;

iii) Services consultatifs, sur demande, visant à aider les mécanismes nationaux de promotion de la femme.

1/ On trouvera sous cette rubrique, pour mémoire, les activités qui doivent être menées au titre du chapitre 24, intitulé Programme ordinaire de coopération technique, où figure le détail des ressources requises.

Sous programme 5. Participation des femmes au renforcement de la paix et de la coopération internationales

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 195 400 dollars (soit 2 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.27 à 21.30, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/41/6 et des modifications indiquées dans le document A/41/38.

c) Eléments de programme :

5.1 Promotion, suivi, examen et évaluation de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur la participation des femmes à la promotion de la paix et de la coopération internationales afin d'atteindre les buts et objectifs de paix de la Décennie des Nations Unies pour la femme, y compris la mise en oeuvre des dispositions pertinentes des Stratégies prospectives d'action de Nairobi

Produits :

i) Rapport à la Commission de la condition de la femme sur la pleine participation des femmes à l'édification de leur pays et à l'instauration de systèmes sociaux et politiques justes (troisième trimestre de 1989);

ii) Publication technique : Participation des femmes au processus de décision concernant la paix et le désarmement aux échelons national, régional et mondial (premier trimestre de 1989).

5.2 Suivi, examen et évaluation de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur la protection des femmes et des enfants en période d'urgence et de conflit armé

Produits : Rapports à la Commission de la condition de la femme sur : a) les faits nouveaux concernant la situation des femmes vivant sous le régime de l'apartheid en Afrique du Sud et en Namibie, ainsi que les mesures d'assistance aux femmes originaires d'Afrique du Sud et de Namibie qui sont devenues des réfugiés par suite de la pratique de l'apartheid (troisième trimestre de 1989) et b) les mesures concrètes d'assistance aux femmes palestiniennes vivant à l'intérieur ou hors des territoires arabes occupés (quatrième trimestre de 1989).

Sous-programme 6. Jeunesse

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 781 800 dollars (soit 8 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.32 à 21.34, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/39/6 et des modifications indiquées dans le document A/39/38.

c) Eléments de programme :

6.1 Suivi de l'Année internationale de la jeunesse

Produits :

i) Rapports à l'Assemblée générale sur l'application des directives concernant la poursuite des activités de planification et les activités de suivi appropriées dans le domaine de la jeunesse (troisième trimestre de 1988 et de 1989);

ii) Rapport au Conseil économique et social sur la coordination et l'information dans le domaine de la jeunesse (premier trimestre de 1988 et de 1989);

iii) Rapport à la Commission du développement social sur la situation de la jeunesse (quatrième trimestre de 1988).

6.2 Politiques et programmes en faveur de la jeunesse**

Produits : Publications techniques : a) répertoire des mandats confiés à certains organes des Nations Unies dans le domaine de la jeunesse pour aider les gouvernements à formuler des politiques et programmes nationaux en faveur de la jeunesse (deuxième trimestre de 1988); et b) la situation et les besoins des jeunes marginaux dans les pays les moins avancés (troisième trimestre de 1989).

6.3 Courants de communication entre l'ONU, les jeunes et les organisations de jeunes

Produits :

i) Rapports à l'Assemblée générale à sa quarante-troisième et, éventuellement, à sa quarante-quatrième session sur les courants de communication entre l'ONU, les jeunes et les organisations de jeunes (deuxième trimestre de 1988 et de 1989);

ii) Publication technique : Youth Information Bulletin (trois numéros par an).

Sous-programme 7. Vieillissement

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 977 200 dollars (soit 10 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.35 à 21.38, compte tenu des révisions indiquées dans les documents A/39/6 et A/41/6.

** Non prioritaire.

c) Eléments de programme :

7.1 Application du Programme international d'action de Vienne sur le vieillissement

Produits :

i) Rapport à l'Assemblée générale sur la question du vieillissement (troisième trimestre de 1988);

ii) Rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire de la Commission du développement social et du Conseil économique et social, sur le deuxième examen et évaluation de l'application du Programme international d'action de Vienne sur le vieillissement (quatrième trimestre de 1988).

7.2 Recherche et analyse des politiques sur le vieillissement

Produits : Publications techniques : a) types de mode de vie des personnes âgées : aspects sociaux et matériels (deuxième trimestre de 1989) et b) mise à jour de l'étude mondiale sur les politiques nationales concernant le vieillissement (troisième trimestre de 1989).

7.3 Collecte, diffusion et échange d'informations sur le vieillissement

Produit : Publication technique : Bulletin on Aging (trois numéros par an).

Sous-programme 8. Personnes handicapées

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 879 500 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.39 à 21.42, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/39/6.

c) Eléments de programme :

8.1 Suivi, évaluation et coordination de l'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées, pendant la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées

Produits :

i) Rapport à l'Assemblée générale sur l'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées pendant la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (troisième trimestre de 1988 et de 1989);

ii) Rapport au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission du développement social, sur le suivi et l'évaluation du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées pendant la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (quatrième trimestre de 1988);

iii) Publication technique : stratégies et mesures visant à favoriser l'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées pendant la seconde moitié de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées (deuxième trimestre de 1989).

8.2 Recherche et analyse des politiques concernant les personnes handicapées**

Produits : Publications techniques : a) principes directeurs concernant l'organisation et le renforcement de comités nationaux pour les personnes handicapées (quatrième trimestre de 1988) et b) mesures à prendre pour promouvoir l'égalité des chances des personnes handicapées dans le contexte du développement national (troisième trimestre de 1989).

8.3 Echange d'informations sur les personnes handicapées

Produits : Publications techniques : a) Disabled Persons Bulletin (trois numéros par an) et b) répertoire des comités nationaux ou organes analogues s'occupant des personnes handicapées (premier trimestre de 1989).

Sous-programme 9. Politique de prévention du crime dans le contexte du développement et lutte contre le crime sous toutes ses formes et dimensions, qu'il soit international ou transnational

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 684 000 dollars (soit 7 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.43 à 21.46, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/41/6 et des modifications indiquées dans le document A/41/38.

c) Eléments de programme :

9.1 Préparatifs généraux des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants et des sessions du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, et services destinés à ces congrès et aux sessions de ce comité

Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires : a) à la dixième session du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (premier trimestre de 1988); et b) aux réunions préparatoires (neuf au maximum) du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, dont le nombre exact sera déterminé ultérieurement;

ii) Rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, sur les préparatifs du huitième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants (quatrième trimestre de 1988).

** Non prioritaire.

9.2 Prévention du crime et justice pénale dans le contexte du développement

Produits :

i) Rapport à l'Assemblée générale sur l'application des recommandations et décisions du septième Congrès des Nations Unies pendant la période allant jusqu'au huitième Congrès (quatrième trimestre de 1989);

ii) Publication technique : stratégies visant à intégrer des politiques de prévention du crime au développement socio-économique (quatrième trimestre de 1989).

9.3 Prévention du crime et lutte contre la délinquance sous leurs formes transnationales

Produit : Rapport au huitième Congrès, par l'intermédiaire du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance, sur la prévention des crimes transnationaux et la lutte contre ces crimes, y compris le crime organisé, le trafic de drogues, les actes criminels de caractère terroriste et les crimes économiques (quatrième trimestre de 1988).

9.4 La criminalité juvénile dans un contexte socio-économique et culturel en évolution

Produit : Rapport au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur l'intervention préventive et la protection, ainsi que sur les modalités de traitement des jeunes délinquants (quatrième trimestre de 1989).

9.5 Echange d'informations sur la prévention du crime et la justice pénale

Produits : Publications techniques : a) Revue internationale de politique pénale (troisième trimestre de 1988 et de 1989) et b) Prévention du crime et justice pénale : Bulletin d'information (deux numéros par an).

Sous-programme 10. Analyse des tendances de la criminalité et évaluation des stratégies de prévention du crime

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 390 900 dollars (soit 4 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.47 à 21.50, compte tenu des révisions indiquées dans le document A/41/6.

c) Eléments de programme :

10.1 Etude de l'ONU sur les tendances de la criminalité, les opérations des systèmes de justice pénale et les stratégies de prévention du crime

Produit : Publication technique : tendances en matière de criminalité et de justice pénale (1970-1985), dans le contexte de l'évolution socio-économique (deuxième trimestre de 1989).

10.2 Développement de bases de données nationales et régionales relatives à la justice pénale**

Produit : Publication technique : utilisation des systèmes de traitement électronique des données et autres systèmes d'information dans le cadre de l'administration de la justice pénale aux niveaux national et régional (quatrième trimestre de 1989).

10.3 Réseau d'information sur la criminalité et la justice pénale

Produit : Rapport au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur les progrès réalisés dans l'examen et l'analyse des dispositions à prendre pour créer un réseau d'information pour la prévention du crime et la justice pénale en consultation avec les instituts régionaux et interrégionaux des Nations Unies, des organisations non gouvernementales et des instituts scientifiques (quatrième trimestre de 1988).

Sous-programme 11. Directives et normes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 586 300 dollars (soit 6 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 21.51 à 21.54, compte tenu des modifications indiquées dans le document A/41/6.

c) Eléments de programme :

11.1 Traitement des délinquants

Produits : Rapports au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur : a) l'application de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et les peines de substitution à l'emprisonnement, et projet de principes concernant les restrictions à l'usage de la force par les responsables de l'application des lois (troisième trimestre de 1989); et b) l'application des garanties mises au point pour la protection des droits de ceux qui ont été condamnés à la peine de mort (quatrième trimestre de 1989).

11.2 Les victimes de la criminalité et d'abus de pouvoir

Produits : Rapports au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur : a) l'application de la Déclaration des principes fondamentaux de justice relatifs aux victimes de la criminalité et aux victimes d'abus de pouvoir (quatrième trimestre de 1989); b) les stratégies pour la prévention de la violence dans la famille et les mesures appropriées pour prêter assistance aux victimes (troisième trimestre de 1989); c) aperçu général des mesures de

** Non prioritaire.

réparation, d'assistance, d'indemnisation et de restitution en faveur des victimes de la criminalité et des abus de pouvoir (quatrième trimestre de 1989); et
d) prévention effective, étude et élimination des exécutions extra-légales, arbitraires et sommaires (quatrième trimestre de 1989).

11.3 Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs

Produit : Rapport au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur les progrès réalisés dans l'évaluation des effets de l'Ensemble de règles minima sur les politiques et pratiques nationales et sur la mise au point de normes pour la prévention de la délinquance juvénile et de règles pour le traitement des mineurs privés de liberté (quatrième trimestre de 1989).

11.4 Amélioration de l'administration de la justice pénale**

Produit : Rapport au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur : a) le rôle du pouvoir judiciaire pour ce qui est de réduire les retards dans l'administration de la justice pénale; et b) l'effet des principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature sur les politiques et pratiques nationales (troisième trimestre de 1989).

11.5 Accords types en matière de justice pénale

Produit : Rapport au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance sur la formulation d'accords types concernant l'extradition et l'entraide judiciaire ainsi que sur la coopération dans la lutte contre les formes les plus graves de crime de dimension internationale identifiées dans le Plan d'action de Milan (troisième trimestre de 1989).

Sous-programme 12. Appui fonctionnel aux activités de coopération technique

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 293 200 dollars (soit 3 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme n'est pas prévu dans le programme énoncé dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

12.1 Appui fonctionnel aux projets de coopération technique

Activités opérationnelles : Un appui fonctionnel sera fourni pour l'élaboration et l'évaluation de programmes nationaux relatifs au développement social et aux affaires humanitaires; environ 15 projets de coopération technique dans ce domaine seront en cours d'exécution durant l'exercice biennal 1986-1987; cinq de ces projets seront menés à bien et sept nouveaux projets seront mis en train.

** Non prioritaire.

12.2 Fonds d'affectation spéciale concernant le vieillissement

Produit : Publication technique : catalogues annotés de propositions de projets dans le domaine du vieillissement qui sont en attente de financement (quatrième trimestre de 1988 et de 1989).

En outre, cette activité comprend un appui fonctionnel aux projets et activités dans le domaine du vieillissement qui sont financés par le Fonds ou pour lesquels le Fonds a mobilisé des ressources, ainsi que l'élaboration de propositions de projets de coopération technique à la demande de gouvernements des pays en développement, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés, et la mise sur pied d'organisations de personnes âgées visant à promouvoir l'application du Plan d'action international de Vienne sur le vieillissement.

12.3 Fonds des Nations Unies pour la jeunesse

Produit : Publication technique : catalogues annotés de propositions de projets dans le domaine de la jeunesse qui sont en attente de financement (quatrième trimestre de 1988 et de 1989).

Cette activité comprend en outre un appui fonctionnel aux projets et activités dans le domaine de la jeunesse financés par le Fonds, ou pour lesquels le Fonds a mobilisé des ressources, ainsi que l'élaboration de propositions de projets de coopération technique à la demande de gouvernements des pays en développement, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés, et la mise sur pied d'organisations de jeunes visant à promouvoir l'application des principes directeurs concernant la poursuite de la planification et des activités de suivi appropriées dans le domaine de la jeunesse.

12.4 Fonds de contributions volontaires pour la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées

Produit : Publication technique : catalogues annotés de propositions de projets concernant les personnes handicapées, qui sont en attente de financement (quatrième trimestre de 1988 et de 1989).

Cette activité comprend, en outre, un appui fonctionnel aux projets et activités intéressant les personnes handicapées qui sont financés par le Fonds ou pour lesquels le Fonds a mobilisé des ressources, ainsi que l'élaboration de propositions de projets de coopération technique à la demande de gouvernements des pays en développement, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés, et la mise sur pied d'organisations de personnes handicapées visant à promouvoir l'application du Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées.

12.5 Fonds d'affectation spéciale pour la défense sociale

Produits : Publications techniques : catalogue annoté de propositions de projets dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale qui sont en attente de financement (un numéro par an).

En outre, cette activité comprend un appui fonctionnel aux activités d'assistance technique dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale qui sont financées par le Fonds ou pour lesquelles le Fonds a mobilisé des ressources, ainsi que l'élaboration de projets de coopération technique dans les pays en développement, l'accent étant mis sur les pays les moins avancés.

Sous-programme 13. Appui au programme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 879 500 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme n'est pas prévu dans le programme énoncé dans le plan à moyen terme.

c) Eléments de programme :

13.1 Elaboration et gestion des programmes

13.2 Coordination des programmes**

13.3 Fourniture de services fonctionnels à des organes officiels

Produits : Services fonctionnels nécessaires pour : a) deux sessions de l'Assemblée générale (Deuxième et Troisième Commissions) de l'Assemblée générale (quatrième trimestre de 1988 et de 1989); b) deux sessions du Deuxième Comité (social) du Conseil économique et social (deuxième trimestre de 1988 et de 1989); c) la trente et unième session de la Commission du développement social (premier trimestre de 1989); d) la trente-deuxième session de la Commission de la condition de la femme (premier trimestre de 1988); e) la dixième session du Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance (premier trimestre de 1988); f) les septième et huitième sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (premier trimestre de 1988 et de 1989); et g) une réunion biennale des Etats parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (premier trimestre de 1989).

13.4 Coordination avec les organisations non gouvernementales

Pas de produit final. Cette activité comprend la fourniture de services de liaison et d'appui aux organisations non gouvernementales ayant des programmes dans les domaines de compétence du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires - femmes, vieillissement, jeunesse et personnes handicapées - ainsi qu'aux comités d'ONG organisés pour appuyer et compléter les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans ces domaines.

13.5 Fonction de liaison à New York

Fonction de liaison en tant qu'intermédiaire entre le Centre pour le développement social et les affaires humanitaires à Vienne et le Département des affaires économiques et sociales internationales (l'unité administrative de New York qui lui est apparentée), ainsi qu'avec d'autres services intéressés du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies au Siège.

** Non prioritaire.

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Consultants

6.62 Les dépenses prévues à cette rubrique (78 900 dollars) font apparaître une diminution de 33 800 dollars. Ces dépenses, exprimées en mois de travail, se répartissent comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
2.1	Fournir des données techniques régionales sur le suivi des Consultations interrégionales sur les politiques et les programmes de protection sociale orientés vers le développement	1
2.2	Fournir des données techniques régionales sur les questions relatives à la famille	1
2.3	Fournir des avis techniques sur les travailleurs migrants africains	1
4.1	Assurer les services de consultants nationaux chargés d'établir des études de cas et de fournir des apports nationaux pour les chapitres relatifs aux politiques d'ajustement	7
4.2	Etablir des études sur l'application des Stratégies prospectives d'action de Nairobi et recueillir des données techniques spécialisées sur une base régionale	2
5.1	Fournir conseils et assistance pour la collecte de données empiriques spécialisées en vue de l'établissement de publications destinées à la vente relatives à la participation des femmes au processus de prise de décisions concernant la paix et le désarmement aux niveaux national, régional et mondial	1
6.2	Fournir des données techniques spécialisées sur des expériences faites dans les pays les moins avancés, en particulier en Afrique, en ce qui concerne les jeunes marginaux	2
7.2	Fournir des éléments techniques spécialisés, au niveau régional, pour les publications techniques correspondantes	1
8.1	Fournir des conseils sur les indicateurs d'évaluation et les modifications nécessaires pour le deuxième cycle de suivi du Programme d'action mondial, et établir les documents de travail	1,5

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
8.2	Fournir des données techniques spécialisées concernant la création, l'organisation et les fonctions de comités nationaux pour les handicapés ainsi que des directives pour le développement de tels comités	0,5
9.2	Fournir des conseils techniques spécialisés sur les stratégies et mesures nécessaires pour obtenir une coordination efficace de l'action internationale pour la prévention du crime, et aux fins de publication technique	1
10.1	Fournir conseils et assistance pour l'analyse des données de l'étude, compte tenu en particulier de l'évolution des schémas et tendances de la criminalité résultant de l'évolution socio-économique	0,5
10.3	Procéder à une étude des réseaux d'information sur la criminalité et la justice pénale existant aux niveaux national et international, du point de vue notamment de leur applicabilité à l'administration de la justice pénale dans les pays en développement et de la possibilité d'établir un réseau mondial d'information sur la criminalité et la justice pénale, conformément aux résolutions 1986/11 et 1986/12 du Conseil économique et social	0,5
11.2	Fournir des conseils techniques spécialisés sur les moyens de promouvoir l'application de la Déclaration des principes fondamentaux, en particulier en développant la section B et en définissant des moyens plus efficaces d'obtenir réparation pour les victimes de la criminalité, conformément aux résolutions 40/32 et 40/34 de l'Assemblée générale	1
11.3	Fournir des avis techniques spécialisés sur la formulation de règles minima pour le traitement des mineurs privés de liberté dans le cadre des Règles de Beijing	1
Total		22,0

Groupes spéciaux d'experts

6.63 Les dépenses prévues à cette rubrique (47' 500 dollars), qui accusent une diminution de 8 300 dollars, correspondent à la convocation des deux réunions de groupes d'experts décrites ci-après :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
4.1	Examiner le projet final de l' <u>Etude mondiale</u> avant qu'il ne soit présenté au Conseil économique et social (Vienne, une semaine, six experts)	20 000
6.3	Tenir une table ronde sur les modalités de la coopération dans le domaine de la jeunesse (Vienne, une semaine en 1989, 10 experts)	27 500
	Total	<u>47'500</u>

Frais de voyage des représentants

6.64 Les dépenses prévues à cette rubrique (179 400 dollars) correspondent aux frais de voyage et à l'indemnité de subsistance des 23 membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, créé conformément à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 34/180 du 18 décembre 1979 et entrée en vigueur en septembre 1981.

Honoraires

6.65 Les dépenses prévues à cette rubrique (142 000 dollars), dont le montant est identique à celui de l'exercice précédent, se rapportent également aux membres du Comité qui ont droit à des émoluments dans les conditions prévues au paragraphe 8 de l'article 17 de la Convention, dont le texte est annexé à la résolution 34/180 de l'Assemblée générale.

Autres frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.66 Les dépenses prévues à cette rubrique (132 100 dollars) font apparaître une diminution de 23 300 dollars et se répartissent comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
1.2	Assister aux réunions du Comité mixte pour la promotion de l'aide aux coopératives qui se tiendront à Rome	3 000
2.1	Participer aux réunions régionales concernant le suivi des politiques et programmes de protection sociale orientée vers le développement	6 200
	Participer à la Conférence internationale sur la protection sociale qui se tiendra à Berlin	1 800
2.2	Rassembler des données en vue de la réunion organisée par les organismes professionnels, et assister à cette réunion	3 000
2.3	Assister aux réunions interinstitutions sur les travailleurs migrants africains et leurs familles et recueillir des données régionales pour l'établissement de publications destinées à la vente	3 000

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
3.1	Assister à la réunion annuelle ordinaire du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (deux semaines) et à la réunion biennale des Etats parties à la Convention (une semaine), qui se tiendront toutes deux au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York	11 500
4.1	Donner des consultations aux pays où seront effectuées des études de cas et participer aux réunions nationales où ces études seront examinées	6 000
4.3	Assurer le service de quatre réunions tenues à Genève par le Sous-Groupe pour les femmes et le développement du Comité commun de l'information des Nations Unies/organisations non gouvernementales, et assister à la session annuelle du Groupe de travail du CCINU sur l'éducation en vue du développement, sous les auspices duquel fonctionne le Sous-Groupe pour les femmes et le développement	5 000
5.1	Tenir des consultations dans le(les) pays choisi(s) pour des études de cas; et fournir une assistance fonctionnelle aux réunions du ou des organismes intergouvernementaux compétents sur le sujet des femmes et de la paix	1 500
5.2	Participer à la réunion sur l' <u>apartheid</u> qui doit être convoquée à New York par le Comité spécial contre l' <u>apartheid</u>	2 000
6.1	Fournir une assistance fonctionnelle pour les délibérations des organes intergouvernementaux concernant les politiques et programmes relatifs à la jeunesse et l'application des Principes directeurs concernant la poursuite de la planification et des activités de suivi appropriées dans le domaine de la jeunesse; tenir des consultations avec les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales au sujet de la jeunesse; participer à des conférences et réunions se rapportant aux Principes directeurs	5 000
6.3	Assister, à Genève, aux sessions semi-annuelles de la réunion officieuse des organisations internationales non gouvernementales de jeunes	3 000
7.1	Fournir une assistance fonctionnelle pour les délibérations des organes intergouvernementaux sur le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées; tenir des consultations avec les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales sur l'application du Plan d'action international de Vienne sur le vieillissement; participer aux conférences et réunions concernant ce plan d'action	5 000

Elément de
programme

Description des tâches

Dollars

8.1	Fournir une assistance fonctionnelle dans le cadre des délibérations des organes intergouvernementaux sur le Programme d'action mondial concernant les personnes handicapées; mener des consultations avec les gouvernements, les organes et organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales sur la mise en oeuvre du Programme d'action mondial; participer aux conférences et réunions sur le Programme d'action mondial	5 000
9.4	Tenir des consultations sur des questions de fond avec les instituts régionaux et interrégionaux de prévention du crime, les commissions régionales et les institutions spécialisées afin d'obtenir les données techniques nécessaires sur les perspectives, politiques et approches régionales relatives à la justice pour mineurs et à la prévention de la délinquance juvénile dans le contexte des Règles de Beijing, et les mesures additionnelles à mettre au point en ce qui concerne la prévention de la délinquance; et effectuer de façon coordonnée le suivi concernant la planification et l'application de programmes conjoints en rapport avec la première série d'études régionales sur la criminalité juvénile, la prévention de la délinquance juvénile et les modalités de traitement, 1970-1983	3 000
10.1	Tenir des consultations avec les spécialistes intéressés au Siège de l'Organisation des Nations Unies au sujet de la mise au point d'une base de données des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale	1 000
10.2	Tenir des consultations à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, où l'on a entrepris des travaux sur l'informatisation des données concernant la justice pénale et d'autres secteurs sociaux dans les pays en développement, ainsi qu'à la Commission économique pour l'Afrique et à l'Institut régional africain pour la prévention du crime, afin d'obtenir suffisamment de données techniques détaillées sur les besoins et priorités régionaux en matière de technologie de l'information et les systèmes de justice pénale nationaux	8 000
13.1	Assister aux réunions du Comité consultatif pour les questions de fond (qui traite des programmes et des questions connexes) et mener des consultations au Siège sur les questions relatives aux programmes et à la gestion	5 000
13.2	Assurer une planification et une coordination satisfaisantes du programme du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires avec les programmes des commissions régionales et des institutions spécialisées	5 000

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
	Assister aux réunions d'organisations extérieures au système des Nations Unies avec lesquelles le Centre est en rapport dans le cadre de l'exécution de son programme de travail	5 000
13.3	Fournir des services à l'Assemblée générale, à ses commissions et à d'autres organes intergouvernementaux	40 100
13.4	Participer à des réunions ou à des consultations concernant les organisations non gouvernementales intéressées par le programme de travail du Centre	4 000
	Total	<u>132 100</u>

Imprimerie et reliure

6.67 Les dépenses prévues à cette rubrique (187 400 dollars) se rapportent aux publications périodiques du programme de développement social. Le Comité des publications a décidé de tenir compte des économies prévues dans d'autres programmes relevant du présent chapitre, notamment dans le programme de publications du Bureau de statistique, pour recommander un niveau de financement qui réponde aux besoins du Centre.

Mobilier et matériel

6.68 Les dépenses non renouvelables prévues à cette rubrique (59 400 dollars) correspondent à l'achat, effectué en une seule fois, de matériel de traitement de textes et du logiciel correspondant.

Bourses, subventions et contributions

6.69 Les dépenses prévues à cette rubrique (64 400 dollars) doivent permettre à l'ONU de continuer à participer au Comité mixte pour la promotion de l'aide aux coopératives. Dans sa résolution 1688 (LII) du 12 juin 1972, le Conseil économique et social a formulé une recommandation tendant à "augmenter le nombre des membres du Comité de manière que l'Organisation des Nations Unies en fasse partie".

6.70 Les dépenses budgétaires ordinaires et globales du Comité sont déterminées par son programme biennal d'activités tel qu'il est approuvé par ses membres. L'Organisation des Nations Unies, en tant que membre du Comité, participe, de concert avec les autres membres, à l'établissement de son programme et du montant de son budget.

6.71 La contribution annuelle que verse l'ONU au budget ordinaire du Comité est imputée sur le budget du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, qui s'occupe des coopératives dans le cadre de son programme de travail ordinaire. Dans la section IV de sa résolution 39/236 du 18 décembre 1984, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que l'Organisation des Nations Unies reste membre du Comité.

6. Statistiques mondiales

TABLEAU 6.18. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Augmen- tation totale	Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- ement des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989			
Postes permanents	10 451,1	(742,5)	-	428,2	(314,3)	10 136,8	
Consultants	123,0	1,9	(37,4)	4,0	(31,5)	91,5	
Groupes spéciaux d'experts	72,2	1,1	(4,7)	3,1	(0,5)	71,7	
Postes temporaires	190,2	(190,2)	152,4	7,1	(30,7)	159,5	
Dépenses communes de personnel	3 648,8	(316,8)	53,0	142,1	(121,7)	3 527,1	
Indemnités de représentation	1,2	-	-	-	-	1,2	
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	75,5	1,1	(11,5)	3,0	(7,4)	68,1	
Services contractuels	36,6	0,6	-	1,7	2,3	38,9	
Imprimerie et reliure	629,2	9,3	(193,6)	20,2	(164,1)	465,1	
Location et entretien du matériel	138,7	2,1	340,1	21,9	364,1	502,8	
Fournitures et accessoires	20,8	0,4	-	0,9	1,3	22,1	
Mobilier et matériel	21,4	(21,4)	-	-	(21,4)	-	
Remplacement du matériel de traitement de textes	15,6	0,2	12,2	1,3	13,7	29,3	
Total	15 424,3	(1 254,2)	310,5	633,5	(310,2)	15 114,1	

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)			
14 170,1	310,5	205,4	-	105,1	0,7 %	

TABLEAU 6.18 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1986-1987 Montant estimatif des dépenses	1988-1989 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	1 800,0	2 000,0
Total a)	1 800,0	2 000,0
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour le projet de comparaison internationale	10,0	10,0
Fonds d'affectation spéciale pour le projet relatif aux statistiques des transports maritimes	393,1	390,0
Fonds autorenewable pour les services statistiques	528,1	544,0
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	232,0	255,2
Total b)	1 163,2	1 199,2
c) Projets opérationnels		
PNUD	12 800,0	12 800,0
FNUAP	14 900,0	14 900,0
Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique	1 000,0	1 000,0
Total c)	28 700,0	28 700,0
Total a), b) et c)	31 663,2	31 899,2
Total		47 013,3

TABLEAU 6.19. POSTES NECESSAIRES

Programme : Statistiques mondiales

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989	Fonds		
					extra-1987	1988-1989	
D-2	1	1	-	-	-	1	1
D-1	5	5	-	5	5	10	10
P-5	13	13	-	3	3	16	16
P-4	15	15	-	-	-	15	15
P-3	22	22	-	2	2	24	24
P-2/1	20	20	-	2	2	22	22
Total	76	76	- a/	12	12	88	88

Agents des services généraux

1re classe	8	8	-	-	-	8	8
Autres classes	68	68	-	11	11	79	79
Total	76	76	-	11	11	87	87
Total général	152	152	-	23	23	175	175

a/ Non compris un poste P-4 et deux postes d'agent des services généraux correspondant à 24 mois de travail qui sont prévus sur une base non renouvelable.

b/ Non compris un poste P-4 correspondant à 14 mois de travail et deux postes d'agent des services généraux correspondant à 24 mois de travail qui ont été proposés sur une base non renouvelable (voir par. 6.78 ci-après).

6. Statistiques mondiales

6.72 Le programme relatif aux statistiques mondiales est un programme intégré qui dessert d'autres programmes relevant du Département des affaires économiques et sociales internationales, du Département de la coopération technique pour le développement, ainsi que d'autres organisations et certains pays. Les services offerts portent sur quatre types différents d'activités qui se renforcent mutuellement et présentent des points communs : a) perfectionnement des méthodes statistiques et adaptation de celles-ci aux besoins des pays en développement; b) collecte, élaboration et diffusion de statistiques internationales; c) promotion de la coordination des activités statistiques mondiales; et d) appui fonctionnel aux activités de coopération technique dans le domaine des statistiques.

6.73 Sur le plan méthodologique, la priorité absolue sera donnée à la révision du Système de comptabilité nationale de l'ONU et à sa concordance avec le Système des balances de l'économie nationale, ainsi qu'à l'harmonisation et à la révision des classifications économiques, à savoir la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique et la Classification centrale des produits. Ces activités présentent une importance fondamentale pour la planification de l'économie et du développement aux niveaux national, régional et mondial ainsi que pour l'analyse macro-économique et le suivi des tendances et schémas de l'économie. Il est prévu de poursuivre le Projet de comparaison internationale qui a pour objectif d'établir des comparaisons internationales du pouvoir d'achat.

6.74 Pour aider les pays à procéder à la série de recensements de la population et de l'habitation prévus pour 1985-1994, on mettra l'accent sur la publication de nouveaux ouvrages techniques concernant les méthodes à appliquer en matière de statistiques démographiques. On accordera un rang de priorité élevé aux travaux sur les statistiques et les indicateurs concernant les groupes spéciaux de population, en particulier les femmes, les enfants, les jeunes et les personnes handicapées, et on poursuivra les travaux relatifs aux niveaux de vie et aux schémas de consommation conformément à la résolution 40/179 de l'Assemblée générale intitulée "Schémas de consommation : aspects qualitatifs du développement". Les travaux sur les statistiques de l'environnement seront également poursuivis.

6.75 On cherchera particulièrement à tirer le meilleur parti possible des techniques de pointe en matière de communication et d'informatique pour la collecte, le traitement et la diffusion de données statistiques afin que l'ensemble du processus réponde mieux aux multiples besoins des usagers ainsi qu'aux demandes ponctuelles. L'élaboration, la publication et la diffusion de données statistiques internationales aussi comparables et actuelles que possible se poursuivront à l'aide de bases de données spécialisées et de publications portant sur la comptabilité nationale et les balances de l'économie, l'industrie, le bâtiment et travaux publics, le secteur de la distribution, l'énergie, les prix, le commerce international, les transports maritimes, les statistiques sociales, les statistiques démographiques, les statistiques de l'environnement et des établissements humains, et aussi à l'aide de bases générales de données statistiques et de répertoires statistiques.

6.76 On mettra l'accent sur la coordination, à laquelle un rang de priorité très élevé reste assigné, en vue de favoriser l'intégration et la comparabilité des statistiques mondiales, d'éviter les doubles emplois et d'alléger la charge que représente l'établissement des rapports pour les pays. On mettra aussi l'accent sur les services fonctionnels nécessaires à la Commission de statistique de l'ONU

et à son groupe de travail sur les programmes de statistiques internationales et la coordination ainsi que sur l'exécution des décisions de ces organes. Les recherches statistiques nécessaires, le cas échéant, au Comité des contributions et à d'autres organes intergouvernementaux et services du Secrétariat, continueront d'être une activité régulière et essentielle du programme.

6.77 Les activités d'appui à la coopération technique destinées à aider les pays en développement à perfectionner leurs données et moyens statistiques, notamment pour le traitement statistique de l'information, seront poursuivies et, si possible, renforcées.

Sous-programme 1. Mise au point de concepts et de méthodes

a) Ressources nécessaires :

Budget ordinaire : 4 383 100 dollars (soit 29 % du total prévu pour le programme);

Fonds extra-budgétaires : 767 800 dollars (soit 24 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.7 à 22.16, compte tenu des modifications indiquées dans le document A/39/6.

c) Eléments de programme :

1.1 Perfectionnement du Système de comptabilité nationale de l'ONU (SCN) et concordance avec le Système des balances de l'économie nationale (CPM)*

Produits :

i) Rapports à la Commission de statistique sur : a) la révision du Système de comptabilité nationale de l'ONU (SCN) ainsi que les questions connexes de comptabilité nationale et de balances de l'économie, y compris l'évaluation des informations de base (deuxième trimestre de 1988); et b) la concordance entre le SCN et le Système des balances de l'économie nationale (CPM) (deuxième trimestre de 1988);

ii) Publications techniques : dans la série Manuel de comptabilité nationale : a) Tableaux d'entrées-sorties, édition préliminaire (premier trimestre de 1988); b) Household Sector Accounts and Income Distribution, édition préliminaire (deuxième trimestre de 1988); c) National Accounts at Constant Prices (troisième trimestre de 1989); et d) Comparaison du Système de comptabilité nationale et du Système des balances de l'économie nationale : relations entre les concepts (premier trimestre de 1989).

* Priorité absolue.

1.2 Développement, mise à jour et harmonisation des classifications internationales types*

Produits :

i) Rapports à la Commission de statistique sur : a) la révision et l'harmonisation des classifications économiques internationales (deuxième trimestre de 1988); et b) les projets visant à perfectionner les statistiques du secteur des services (deuxième trimestre de 1988);

ii) Publications techniques : a) Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activités économiques (CITI), Rev.3 (quatrième trimestre de 1989); et b) Report on collection, availability and use of service statistics (quatrième trimestre de 1989);

iii) Fourniture de services consultatifs ad hoc aux utilisateurs des classifications, sur leur demande, pour l'interprétation et l'application des classifications et au sujet de propositions concernant le développement, la révision et l'harmonisation de ces classifications.

1.3 Mise au point de concepts, de classifications et de méthodes d'établissement des statistiques de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics, de la distribution, de l'énergie et des statistiques connexes

Produit : Publication technique : Handbook for statistical programmes for household and small-scale industry (quatrième trimestre de 1989).

1.4 Mise au point de concepts, de classifications et de méthodes d'établissement des statistiques du commerce international, des transports et de statistiques connexes**

Produits : Publications techniques : a) Commodity Indexes to Standard International Trade Classification, Rev.3., vol. II (premier trimestre de 1989); b) National Practices in compiling external trade statistics (deuxième trimestre de 1989); c) International Standard Definitions for Transport Statistics (texte révisé) (premier trimestre de 1989) (fonds extra-budgétaires); et d) Handbook for compiling and processing maritime trade statistics (troisième trimestre de 1989) (fonds extra-budgétaires).

1.5 Mise au point de concepts et de méthodes d'établissement de statistiques des prix et de comparaisons du pouvoir d'achat

Rapport à la Commission de statistique sur l'achèvement de la phase V et sur les travaux préliminaires de la phase VI du Projet de comparaison internationale, eu égard en particulier aux ressources financières nécessaires à la poursuite du projet (deuxième trimestre de 1988).

* Priorité absolue.

** Non prioritaire.

- 1.6 Mise au point de concepts, de classifications et de méthodes d'établissement des statistiques démographiques, de l'habitation et des établissements humains

Produits : Publications techniques : a) Manuel des méthodes de recensement de la population et de l'habitation, Partie II (quatrième trimestre de 1988); b) Manual on census data processing using micro-computers and software packages (quatrième trimestre de 1989) (fonds extra-budgétaires); et c) Manuel de statistiques et d'indicateurs de l'habitation (deuxième trimestre de 1989) (fonds extra-budgétaires).

- 1.7 Mise au point de concepts et de méthodes pour l'établissement de statistiques et d'indicateurs sur les groupes spéciaux de population et coordination avec les statistiques et indicateurs sociaux

Produits :

i) Rapports à la Commission de statistique concernant : a) l'élaboration de principes directeurs applicables aux comptes nationaux destinés à mesurer la contribution des femmes au développement (deuxième trimestre de 1988); b) la coordination internationale des travaux relatifs aux statistiques et aux indicateurs sociaux concernant les groupes spéciaux de population (deuxième trimestre de 1988); et c) les vues des gouvernements et quelques études de cas de pays sur la mise au point d'une série d'indicateurs concernant les domaines cités au paragraphe 2 ainsi que les schémas indicatifs de consommation visés au paragraphe 3 de la résolution 40/179 de l'Assemblée générale (deuxième trimestre de 1988);

ii) Publications techniques : a) Compendium of statistics and indicators on women's participation and production in the informal sector (deuxième trimestre de 1989); b) Use of household surveys to collect statistics and indicators on levels of living and patterns of consumption (quatrième trimestre de 1988); c) Methods of compiling and analysing statistics and indicators on disabled persons (deuxième trimestre de 1989); et d) User's guide to the United Nations data base on disabled persons (deuxième trimestre de 1988).

- 1.8 Elaboration et utilisation des statistiques pour les services en faveur de l'enfance et de la jeunesse

Activités opérationnelles : Fourniture de services consultatifs en vue de l'amélioration des statistiques sociales dans les pays en développement et examen analytique de la question aux fins de l'élaboration de politiques et du suivi des programmes (fonds extra-budgétaires).

- 1.9 Mise au point de concepts, de classifications et de méthodes d'établissement des statistiques de l'environnement

Produits :

i) Rapport à la Commission de statistique sur les statistiques de l'environnement (deuxième trimestre de 1988);

ii) Publications techniques : a) Revised survey of environment statistics: frameworks, approaches and statistical publications (troisième trimestre de 1989); et b) Manual of environment statistics, vol. II: Natural resources statistics (premier trimestre de 1988).

1.10 Evolution générale et intégration des activités méthodologiques

Produit : Rapport à la Commission de statistique sur l'évolution générale et l'intégration des activités méthodologiques (deuxième trimestre de 1988).

Sous-programme 2. Application des techniques de pointe à la collecte, au traitement et à la diffusion des statistiques

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 2 871 700 dollars (soit 19 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.17 à 22.21.

c) Eléments de programme :

2.1 Répertoires généraux de statistiques économiques et sociales

Produits : Publications techniques : a) Annuaire statistique, trente-sixième édition (quatrième trimestre de 1988); b) Annuaire statistique, trente-septième édition (quatrième trimestre de 1989); c) Bulletin mensuel de statistique (12 numéros par an); d) Les statistiques mondiales en bref, douzième édition (deuxième trimestre de 1988); et e) Les statistiques mondiales en bref, treizième édition (premier trimestre de 1989).

2.2 Amélioration de l'information des statistiques

Pas de produit final. Les activités du programme comportent la fourniture d'une gamme complète de services de traitement de l'information à l'appui du programme de travail du Bureau de statistique; la mise au point de nouveaux systèmes qui facilitent les travaux en cours ou permettent de rationaliser les tâches dans les domaines techniques; la coordination des activités de traitement de l'information avec d'autres services du Secrétariat, avec les commissions régionales et avec les institutions spécialisées des Nations Unies; la fourniture de renseignements aux utilisateurs extérieurs qui demandent des données statistiques et d'un appui aux services de données statistiques.

Sous-programme 3. Statistiques de la comptabilité nationale, de l'industrie, du commerce international et des transports

a) Ressources nécessaires :

Budget ordinaire : 3 022 800 dollars (soit 20 % du total prévu pour le programme);

Fonds extra-budgétaires : 383 900 dollars (soit 12 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.22 à 22.27, compte tenu des modifications indiquées dans le document A/39/38, paragraphe 319.

c) Eléments de programme :

3.1 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques de la comptabilité nationale

Produits :

i) Publications techniques dans la série National Accounts Statistics:

a) Main Aggregates and Detailed Tables, trentième édition (troisième trimestre de 1988); b) Main Aggregates and Detailed Tables, trente et unième édition (troisième trimestre de 1989); c) Analysis of Main Aggregates, vingt-neuvième édition (troisième trimestre de 1988); et d) Analysis of Main Aggregates, trentième édition (troisième trimestre de 1989);

ii) Données informatisées, tableaux spéciaux et autres types de données à fournir sur demande des utilisateurs.

3.2 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques de la répartition du revenu, de la consommation et de l'accumulation**

Pas de produit final. Les activités comprennent le suivi et la compilation de données relatives aux statistiques du revenu et des dépenses des ménages dans différents pays.

3.3 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques de l'industrie du bâtiment et des travaux publics et de la distribution

Produits:

i) Publications techniques : a) Annuaire de statistiques industrielles, vol. I : statistiques industrielles générales, vingtième édition (troisième trimestre de 1988); b) Annuaire de statistiques industrielles, vol. II : statistiques de production par produit, vingtième édition (troisième trimestre de 1988); c) Annuaire de statistiques industrielles, vol. I : statistiques industrielles générales, vingt et unième édition (troisième trimestre de 1989); d) Annuaire de statistiques industrielles, vol. II : statistiques de production par produit, vingt et unième édition (troisième trimestre de 1989); e) Construction Statistics Yearbook, quinzième édition (troisième trimestre de 1988); et f) Construction Statistics Yearbook, seizième édition (troisième trimestre de 1989);

ii) Données informatisées, tableaux spéciaux et autres types de données à fournir à l'ONUDI, à la CNUCED, à la Banque mondiale, aux commissions économiques et aux utilisateurs qui le demandent.

** Non prioritaire.

3.4 Collecte, élaboration, diffusion et analyse des statistiques du commerce international

Produits :

i) Publications techniques : a) Annuaire statistique du commerce international, vol. I : commerce par pays, trente-sixième édition (quatrième trimestre de 1988); b) Annuaire statistique du commerce international, vol. II : commerce par produit, trente-sixième édition (quatrième trimestre de 1988); c) Annuaire statistique du commerce international, vol. I : commerce par pays, trente-septième édition (quatrième trimestre de 1989); d) Annuaire statistique du commerce international, vol. II : commerce par produit, trente-septième édition (quatrième trimestre de 1989); e) Commodity Trade statistics Series D (approximativement 28 fascicules par an); f) World Trade Annual, vingt-troisième édition (troisième trimestre de 1988); g) World Trade Annual, vingt-quatrième édition (troisième trimestre de 1989); h) Supplement to the World Trade Annual, vingt et unième édition (quatrième trimestre de 1988); et i) Supplement to the World Trade Annual, vingt-deuxième édition (quatrième trimestre de 1989);

ii) Données informatisées, tableaux spéciaux et autres types de données à fournir sur demande des utilisateurs.

3.5 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques des transports

Produits :

i) Publications techniques : a) International Seaborne Trade Statistics Yearbook, neuvième édition (quatrième trimestre de 1988) (fonds extra-budgétaires); et b) International Seaborne Trade Statistics Yearbook, dixième édition (quatrième trimestre de 1989) (fonds extra-budgétaires);

ii) Données informatisées, tableaux spéciaux et autres types de données à fournir régulièrement aux commissions régionales et à la CNUCED et, sur leur demande, à d'autres utilisateurs (fonds extra-budgétaires).

Sous-programme 4. Statistiques de l'énergie et statistiques connexes

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire: 453 400 dollars (soit 3 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.8 à 22.32.

c) Élément de programme :

4.1 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques de l'énergie et des statistiques connexes

Produits :

i) Publications techniques : a) Annuaire des statistiques de l'énergie, trentième édition (deuxième trimestre de 1988); b) Annuaire des statistiques de l'énergie, trente et unième édition (deuxième trimestre de 1989); et c) Energy Balances and Electricity Profiles, quatrième édition (quatrième trimestre de 1988);

ii) Fourniture aux gouvernements et à d'autres institutions de données énergétiques informatisées sous forme d'enregistrements sur bandes magnétiques, d'imprimés et de disquettes pour micro-ordinateurs, et réponses à des demandes dans ce domaine.

Sous-programme 5. Statistiques des prix et statistiques connexes

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 906 800 dollars (soit 6 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.33 à 22.38, compte tenu des modifications indiquées dans le document A/41/6.

c) Eléments de programme :

5.1 Collecte, élaboration et diffusion de statistiques pour la comparaison internationale du produit intérieur brut réel et du pouvoir d'achat des monnaies

Produits : Publications techniques : résultats de l'étude comparative internationale de la valeur réelle du produit intérieur brut et de la parité du pouvoir d'achat dans une soixantaine de pays en 1985 (premier trimestre de 1989).

5.2 Statistiques des prix des produits de base entrant dans le commerce international**

Produit : Publication technique : Méthodes utilisées par les Nations Unies pour établir les indices des prix des produits de base entrant dans le commerce international - vol. II (quatrième trimestre de 1988).

5.3 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques des prix et statistiques connexes**

Pas de produit final. Le produit intermédiaire comprend des tableaux statistiques sur l'évolution des prix et des descriptions techniques.

Sous-programme 6. Statistiques sociales et démographiques et statistiques de l'environnement

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 360 300 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.39 à 22.46, compte tenu des modifications indiquées dans le document A/39/38, paragraphe 320.

** Non prioritaire.

c) Eléments de programme :

6.1 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques démographiques

Produits :

i) Publications techniques : a) Annuaire démographique, trente-neuvième édition (deuxième trimestre de 1988); b) Annuaire démographique, quarantième édition (deuxième trimestre de 1989); c) Population and Vital Statistics Report (quatre fascicules par an); et d) Compendium of Immigrant Stock Data (deuxième trimestre de 1989);

ii) Données informatisées, tableaux spéciaux et autres types de données provenant des bases de données démographiques, concernant notamment la population immigrée, à fournir sur demande des utilisateurs.

6.2 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques sociales, des statistiques de l'habitation et des statistiques sur les établissements humains

Produits :

i) Publications techniques : a) Recueil des statistiques des établissements humains (quatrième trimestre de 1989); et b) Selected socio-economic indicators for monitoring implementation of the International Development Strategy for the Third United Nations Development Decade (deuxième trimestre de 1988);

ii) Statistiques et indicateurs sociaux généraux et statistiques et indicateurs concernant des groupes spéciaux de population (données informatisées enregistrées sur bandes magnétiques ou disquettes, tableaux et autres types d'informations à fournir sur demande des utilisateurs).

6.3 Collecte, élaboration et diffusion des statistiques de l'environnement

Pas de produit final. Les activités intermédiaires comprendront l'évaluation des sources de données et l'élaboration de statistiques et d'indicateurs choisis dans le domaine de l'environnement en vue de leur publication par le Bureau de statistique dans différentes revues de statistique. Elaboration d'un programme international de collecté et de diffusion de certaines statistiques de l'environnement.

Sous-programme 7. Coordination des programmes de statistiques internationales

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 604 600 dollars (soit 4 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.47 à 22.54.

c) Eléments de programme :

7.1 Coordination des programmes de statistique des Nations Unies

Produits :

i) Services fonctionnels nécessaires pour : a) la vingt-cinquième session de la Commission de statistique (premier trimestre de 1989); b) la treizième session du Groupe de travail de la Commission de statistique sur les programmes de statistiques internationales et la coordination (troisième trimestre de 1989);

ii) Rapports à la Commission de statistique concernant : a) les travaux statistiques des organisations internationales (quatrième trimestre de 1988); b) les plans relatifs aux statistiques des organisations internationales (troisième trimestre de 1988); c) le projet de programme de travail et les informations sur le plan à moyen terme du Bureau de statistique des Nations Unies (quatrième trimestre de 1988); d) des renseignements à jour sur les travaux statistiques du Bureau de statistique des Nations Unies (quatrième trimestre de 1988); e) la douzième session du Groupe de travail de la Commission de statistique (premier trimestre de 1988);

iii) Rapports au Groupe de travail de la Commission de statistique concernant a) l'inventaire des activités de collecte des données statistiques (troisième trimestre de 1989); b) les schémas des rapports à présenter à la vingt-sixième session de la Commission de statistique (troisième trimestre de 1989); c) les méthodes à appliquer pour l'examen de questions particulières à long terme par la Commission de statistique lors de ses futures sessions (troisième trimestre de 1989); d) d'autres rapports que la Commission de statistique pourrait demander à sa vingt-cinquième session (troisième trimestre de 1989).

7.2 Fourniture de services statistiques aux organes de l'Assemblée générale et à d'autres organes, sur leur demande

Produits : Services fonctionnels nécessaires pour deux sessions du Comité des contributions : les activités comprendront la collecte et l'élaboration de données sur le revenu national, la population, les prix et les taux de change, la compilation de données concernant les indicateurs sociaux et économiques, la dette extérieure et la fortune nationale ainsi que des études spéciales sur les méthodes d'évaluation (deuxième et quatrième trimestres de 1988 et 1989).

En outre, des conseils statistiques seront fournis à divers services du Secrétariat et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies sur leur demande.

Sous-programme 8. Appui aux activités de coopération technique

a) Ressources nécessaires :

Budget ordinaire : 1 058 000 dollars (soit 7 % du total prévu pour le programme);

Fonds extra-budgétaires : 2 047 500 dollars (soit 64 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 22.57 à 22.61.

c) Eléments de programme :

8.1 Amélioration de la capacité statistique des pays en développement

Produits : Rapports à la Commission de statistique concernant : a) la coopération technique dans le domaine des statistiques, y compris la formation aux statistiques et le traitement des données (troisième trimestre de 1988); b) des propositions sur l'avenir à long terme du Programme de mise en place de dispositifs nationaux d'enquêtes sur les ménages (deuxième trimestre de 1988); c) l'état actuel et les progrès des statistiques dans les pays en développement et le bilan des évaluations récentes de projets statistiques par le PNUD et par le FNUAP (deuxième trimestre de 1988).

Activités opérationnelles : Il est prévu qu'au début de l'exercice biennal, 160 projets seront en cours d'exécution dans 80 pays; 50 de ces projets seront achevés et 55 projets nouveaux seront mis en train durant l'exercice biennal. Parmi ces projets, certains viseront à créer une capacité nationale dans le domaine des statistiques ou à élargir celle qui existe déjà (fonds extra-budgétaires).

8.2 Développement des services de traitement des données statistiques des pays en développement

Activités opérationnelles : Il est prévu qu'au début de l'exercice biennal, 60 projets comportant des éléments d'informatique et de traitement des données seront en cours d'exécution dans 50 pays; 20 de ces projets seront achevés et 25 projets nouveaux comportant les mêmes éléments seront mis en train. Parmi ces projets certains viseront à créer une capacité nationale de traitement des données statistiques ou à élargir ou renforcer celle qui existe déjà. Les projets seront conçus pour élargir et renforcer la capacité de traitement des données, sur le plan tant du matériel que du logiciel, pour mettre en forme et traiter les données brutes dans différents domaines statistiques afin d'obtenir un ensemble de statistiques fiables et détaillées (fonds extra-budgétaires).

Sous-programme 9. Appui au programme

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 453 400 dollars (soit 3 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme n'entre pas dans le cadre du programme du plan à moyen terme.

c) Elément de programme :

9.1 Elaboration et gestion du programme

Pas de produit final. Les activités comprendront la direction et la gestion du Bureau de statistique, l'établissement des plans à moyen terme, des budgets, des rapports d'exécution et des programmes de publication, la tenue d'un registre de correspondance, la publication d'un bulletin d'information, la liaison avec d'autres bureaux et départements, l'examen des décisions d'organes intergouvernementaux qui peuvent avoir une importance dans le domaine des statistiques, le maintien de contacts avec les hauts fonctionnaires des bureaux de statistique nationaux et des organisations internationales.

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Postes temporaires

6.78 Un poste temporaire d'administrateur de la classe P-4 pour 14 mois est demandé à titre non renouvelable pour achever les produits méthodologiques concernant les recensements de la population et de l'habitation dans la perspective du recensement mondial de la population et de l'habitation prévu pour 1990. Il est également proposé d'autoriser la création, à titre non renouvelable pour tout l'exercice biennal, de deux postes d'agent des services généraux pour permettre surtout d'exécuter les travaux qui sont en attente depuis longtemps mais également d'achever les manuels correspondant à la série de recensements de 1990.

Consultants

6.79 Le montant estimatif des dépenses prévues sous cette rubrique (87 500 dollars) accuse une diminution de 37 400 dollars. Ces dépenses se répartiraient comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
1.1	Aider à établir la version révisée du numéro 2/Rev.3 de la série F, <u>Système de comptabilité nationale</u> ; aider à établir le <u>Manuel de comptabilité nationale</u> ; la <u>Comparaison du Système de comptabilité nationale et du Système des balances de l'économie nationale : Relations entre les concepts</u>	16
1.7	Aider à établir le produit ii) b) <u>Use of household surveys to collect statistics and indicators on levels of living and patterns of consumption</u>	3
2.2	Aider à fournir des conseils d'experts au sujet des systèmes de bases de données, de la gestion de réseaux et des télécommunications en ce qui concerne l'informatisation et la diffusion de statistiques	8
	Total	27

Groupes spéciaux d'experts

6.80 Les ressources prévues sous cette rubrique (68 600 dollars), qui accusent une diminution de 4 700 dollars, se répartiraient comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
1.1	Première réunion d'un groupe d'experts sur la coordination de la réévaluation du SCN (New York, une semaine, en 1989 10 experts)	24 300
	Un montant total de 20 000 dollars est demandé pour les groupes d'experts ci-après et un financement supplémentaire serait obtenu de sources extra-budgétaires	

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
	i) Réunion d'un groupe d'experts sur les tableaux d'entrées-sorties et les comptes de production (Vienne, une semaine en 1988, 10 experts);	
	ii) Réunion d'un groupe d'experts sur la concordance entre le SCN et le CPM (Moscou, une semaine en 1988, 10 experts);	
	iii) Réunion d'un groupe d'experts sur les flux financiers et les bilans (Washington, une semaine en 1988, 10 experts)	20 000
1.2	Progrès réalisés dans la révision de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) et de la Classification centrale des produits (CCP) et dans la révision des projets de publication qui y seront consacrés (New York, une semaine en 1988, 10 participants)	24 300
	Total	<u>68 600</u>

Frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.81 Le montant estimatif des dépenses prévues (65 100 dollars) accuse une diminution de 11 500 dollars. Ces dépenses se répartissent comme suit :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
1.1	Tenir des consultations avec des institutions spécialisées au sujet de la révision du Système de comptabilité nationale, participer aux réunions annuelles sur la comptabilité nationale de l'OCDE et de la CEE; assister à trois réunions de groupes d'experts sur la révision du Système de comptabilité nationale	22 900
1.2	Assister aux réunions du Groupe de travail commun Bureau de statistique de l'ONU/Bureau de statistique des Communautés européennes sur les classifications à l'échelon mondial ainsi qu'à la Conférence des statisticiens européens sur l'harmonisation des classifications économiques et assister à une réunion consacrée à la révision d'un projet de rapport technique sur la collecte, la disponibilité et l'utilisation de statistiques dans le secteur des services	7 200

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
2.2	Participer à un séminaire sur le Système international d'information statistique à Bratislava et à un groupe de travail technique sur les bases de données statistiques à Genève; assister à une réunion du Groupe de travail de la CEE sur le traitement électronique de l'information	5 100
3.3	Tenir des consultations avec l'ONUDI et la CNUCED en vue d'une coopération dans le domaine des statistiques industrielles et de leur amélioration	500
5.1	Assister à des réunions régionales pour examiner les progrès du Projet de comparaison internationale et ses méthodes (régions de la CESAP et de la CEPALC) et aux réunions consacrées aux travaux de comparaison pour les régions de l'OCDE, du Groupe 2 d'Europe et de l'Afrique	3 100
7.1	Assurer le service de la session annuelle du Sous-Comité des activités statistiques du Comité administratif de coordination et se rendre auprès d'organismes internationaux à des fins de coordination; assister à la Conférence des statisticiens européens et tenir des consultations avec certains pays; participer aux travaux du Comité de statistique de la CESAP et tenir des consultations avec certains pays; assister à la Conférence des statisticiens, des planificateurs et des démographes africains de la CEA, se rendre au Bureau de la CEPALC et tenir des consultations avec certains pays	24 000
9.1	Participer à une réunion de l'Institut international de statistique	2 300
	Total	<u>65 100</u>

Travaux contractuels d'imprimerie et de reliure

6.82 Les dépenses prévues sous cette rubrique (444 900 dollars), qui accusent une diminution de 193 600 dollars, concernent la production de publications périodiques, d'études et de rapports qui ont tous été approuvés par le Comité des publications. La réduction est due pour l'essentiel à la poursuite des efforts faits par le Bureau de statistique pour mieux tirer parti des innovations technologiques dans l'établissement de ses publications.

Location et entretien de matériel

6.83 Le montant estimatif des dépenses prévues sous cette rubrique (480 900 dollars), qui accuse une augmentation de 340 100 dollars, représente le minimum nécessaire pour louer et entretenir le matériel d'informatique et de bureautique.

C. Appui aux programmes

1. Planification et coordination des programmes

TABLEAU 6.20. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sement des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989	Augmen- tation totale	
Postes permanents	3 947,1	(242,5)	-	170,5	(72,0)	3 875,1
Consultants	66,9	1,0	(20,4)	2,2	(17,2)	49,7
Dépenses communes de personnel	1 369,3	(81,5)	-	56,1	(25,4)	1 343,9
Indemnités de repré- sentation	8,4	-	-	-	-	8,4
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	121,7	1,7	(18,5)	4,8	(12,0)	109,7
Location et entretien du matériel	62,0	0,8	(52,2)	0,4	(51,0)	11,0
Fournitures et accessoires	19,2	0,2	-	0,9	1,1	20,3
Mobilier et matériel	33,4	(33,4)	32,4	1,5	0,5	33,9
Remplacement du matériel de traitement de textes	11,3	0,1	(2,2)	0,4	(1,7)	9,6
Participation à des séminaires/formation	90,1	(90,1)	-	-	(90,1)	-
Total	5 729,4	(443,7)	(60,9)	236,8	(267,8)	5 461,6

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)	(5) Montant ajusté	
5 285,7	(60,9)	32,4	-	(93,3)	(1,7) %

TABLEAU 6.20 (suite)

2) Fonds extra-budgétaires

	1986-1987 Montant estimatif des dépenses	1988-1989 Montant estimatif des dépenses
a) Services d'appui à :		
i) D'autres organismes des Nations Unies	-	-
ii) Des programmes extra-budgétaires	-	-
Total a)	-	-
b) Activités de fond		
Fonds d'affectation spéciale pour le projet du Macrothesaurus	10,0	-
Total b)	10,0	-
c) Projets opérationnels	-	-
Total c)	-	-
Total a), b) et c)	10,0	-
	Total	5 461,6

TABLERAU 6.21. POSTES NECESSAIRES

Programme : Planification et coordination des programmes

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Fonds		Fonds		Fonds		
	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989	Budget ordinaire 1986-1987	1988-1989	extra-budgétaires 1986-1987	1988-1989	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur							
SSG	1		-		-		1
D-2	2		-		-		2
D-1	4		-		-		4
P-5	8		-		-		8
P-4	8		-		-		8
P-3	4		-		-		4
P-2/1	4		-		-		4
Total	31	31	-	-	-	-	31
Agents des services généraux							
1re classe	-		-		-		-
Autres classes	20		-		-		20
Total	20	20	-	-	-	-	20
Total général	51	51	-	-	-	-	51

C. Appui aux programmes

1. Planification et coordination des programmes

6.84 Ce programme est mis en oeuvre par le Bureau de la planification et de la coordination des programmes qui a été créé pour aider les organismes intergouvernementaux et d'autres unités du Secrétariat à planifier et à exécuter efficacement les activités dans les secteurs économique et social ainsi qu'à promouvoir la coopération interinstitutions et la planification conjointe dans les domaines présentant un intérêt commun pour les organismes des Nations Unies. Le Groupe central d'évaluation et le Groupe central de contrôle du Bureau sont constitués de fonctionnaires du Bureau des services financiers ainsi que du Bureau de la planification et de la coordination des programmes conformément aux dispositions décrites respectivement dans les documents ST/SGB/211 et ST/SGB/196/Rev.1.

6.85 Au cours de l'exercice biennal, on continuera de s'intéresser particulièrement à la capacité qu'a l'Organisation des Nations Unies de contrôler de manière suivie et efficace l'exécution des programmes. La base de données de ces activités est maintenant totalement informatisée, ce qui facilite grandement l'examen et l'analyse des rapports semestriels d'exécution des programmes.

6.86 On s'attachera aussi tout spécialement à perfectionner et à appliquer le processus d'évaluation interne.

6.87 Les deux programmes, leur huit sous-programmes, leurs éléments de programme et les produits correspondants prévus ainsi que l'appui au programme pour l'exercice biennal sont décrits ci-après.

1. PLANIFICATION DES PROGRAMMES

Sous-programme 1. Planification

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 382 300 dollars (soit 7 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.3), paragraphes 31.6 à 31.9.

c) Élément de programme :

1.1 Planification à moyen terme*

Produit : Projet de plan à moyen terme pour la période 1990-1995 (premier trimestre de 1988).

Sous-programme 2. Programmation

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 491 500 dollars (soit 9 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.3), paragraphes 31.10 à 31.14.

* Priorité absolue.

c) Elément de programme :

2.1 Budgétisation par programme dans les secteurs économique et social

Produits :

i) Rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, sur l'expérience acquise en 1987 et 1988 en ce qui concerne la présentation au Conseil économique et social des états des incidences, sur le budget-programme, des projets de résolution à l'examen (premier trimestre de 1989);

ii) Rapports au Comité du programme et de la coordination sur des thèmes qu'il choisira lors de ses vingt-septième et vingt-huitième sessions (premier trimestre de 1988; premier trimestre de 1989).

Sous-programme 3. Contrôle

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 327 700 dollars (soit 6 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.3), paragraphes 31.15 à 31.20.

c) Eléments de programme :

3.1 Etablissement de rapports sur l'exécution des programmes

Produit : Rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, sur l'exécution des programmes de l'Organisation des Nations Unies au cours de l'exercice biennal 1986-1987 (premier trimestre de 1988).

3.2 Mise au point de techniques et de méthodes d'établissement des rapports sur l'exécution des programmes**

Pas de produit final. Cette activité comprend des consultations visant à garantir une application plus complète des méthodes existantes, ainsi qu'une assistance pour l'établissement ou l'amélioration de systèmes de contrôle interne ou automatique continu dans le cadre du cycle de gestion des programmes en vue de favoriser une meilleure compréhension à tous les niveaux de gestion des programmes.

Sous-programme 4. Evaluation des programmes du système des Nations Unies

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 710 000 dollars (soit 13 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.3), paragraphes 31.20 à 31.28.

** Non prioritaire.

c) Eléments de programme :

4.1 Système d'auto-évaluation interne

Produits :

i) Rapport à l'Assemblée générale, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, sur les principales conclusions relatives à la programmation ou à la conception de toutes les évaluations afin d'aider les organes qui établissent le plan à moyen terme pour la période 1990-1995, ainsi que le budget-programme pour la période 1990-1991 (premier trimestre de 1988);

ii) Manuel d'évaluation du système des Nations Unies, partie IV relative aux activités de coopération technique (quatrième trimestre de 1988).

4.2 Evaluations approfondies des programmes et examens triennaux de suivi

Produits : Rapports au Comité du programme et de la coordination sur :

a) l'évaluation approfondie des questions et politiques relatives au développement (premier trimestre de 1988); b) évaluation approfondie du programme relatif aux droits de l'homme (premier trimestre de 1989); c) examen de suivi triennal relatif à l'application des recommandations du CPC sur le programme de lutte contre la drogue (premier trimestre de 1988); d) examen de suivi triennal relatif à l'application des recommandations du CPC sur le programme relatif à la population (premier trimestre de 1989); e) examen de suivi du travail accompli par le Département de l'information (premier trimestre de 1988); f) portée et méthodes de l'évaluation approfondie du programme relatif aux établissements humains, qui doit être revu en 1990 (premier trimestre de 1988); g) portée et méthodes de l'évaluation approfondie du programme des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité, qui doit être revu en 1991 (premier trimestre de 1989).

2. COORDINATION

Sous-programme 1. Analyse de l'état de la coordination

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 983 100 dollars (soit 18 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.3), paragraphes 31.29 à 31.32.

c) Eléments de programme :

1.1 Examen interorganisations et analyse des programmes

Produits :

i) Rapports au Comité du programme et de la coordination sur a) une analyse interorganisations des programmes relatifs à l'environnement (premier trimestre de 1988); b) la portée et les méthodes d'une analyse interorganisations des programmes qui sera décidée par le Comité du programme et de la coordination en 1987 (premier trimestre de 1988); c) l'analyse interorganisations des programmes qui sera décidée en 1987 (premier trimestre de 1989); d) la portée et les méthodes de l'analyse interorganisations des programmes qui sera décidée par le Comité du programme et de la coordination en 1988 (premier trimestre de 1989);

ii) Rapports au Conseil économique et social sur a) un examen interorganisations des plans et des programmes à moyen terme du système des Nations Unies dans un domaine à choisir par le Conseil en 1988 (deuxième trimestre de 1989); b) un bilan des principales conclusions des travaux de recherche entrepris par le système sur les grandes tendances, les politiques et les questions nouvelles dans les secteurs économique et social (deuxième trimestre de 1988);

iii) Services fonctionnels nécessaires pour les réunions conjointes du CPC et du CAC (deuxième trimestre de 1988 et de 1989).

1.2 Elaboration et gestion d'information à l'échelle du système sur les programmes et la coordination**

Pas de produit final. Cette activité comprend la collecte et la mise à jour d'information sur les tendances des programmes des organismes du système, l'établissement d'inventaires relatifs aux arrangements de coordination, à la planification des programmes et aux pratiques de budgétisation ainsi que la préparation de données pour le répertoire des activités de développement.

Sous-programme 2. Harmonisation des politiques des plans et des programmes

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 1 037 700 dollars (soit 19 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.3), paragraphes 31.33 à 31.36.

c) Eléments de programme :

2.1 Planification des programmes pour l'ensemble du système*

Produits :

i) Rapports au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission de la condition de la femme et du Comité de la planification et de la coordination des programmes, sur l'exécution du plan à moyen terme à l'échelle du système en ce qui concerne les femmes et le développement (premier trimestre de 1988; premier trimestre de 1989);

ii) Rapports au Comité de la planification et de la coordination des programmes sur : a) la suite donnée aux analyses interorganisations des programmes examinées les années précédentes (premier trimestre de 1988; premier trimestre de 1989); b) les résultats de consultations antérieures sur les plans à moyen terme du système pour la période 1990-1995 (premier trimestre de 1988) et sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1990-1991 (premier trimestre de 1989).

* Priorité absolue.

** Non prioritaire.

2.2 Appui à la coordination interinstitutions des programmes

i) Rapports à l'Assemblée générale ou au Conseil économique et social sur les activités des programmes de l'ensemble du système dans les domaines choisis par les organes intergouvernementaux qui ne sont pas du ressort de services organiques particuliers (trois par exercice biennal) (deuxième trimestre de 1988; deuxième trimestre de 1989);

ii) Rapports du Comité consultatif pour les questions de fond (Questions relatives au programme) au CAC (deux par an) (deuxième trimestre de 1988; quatrième trimestre de 1988; deuxième trimestre de 1989; quatrième trimestre de 1989).

Sous-programme 3. Elaboration et gestion de systèmes d'information pour la coordination des programmes

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 546 200 dollars (soit 10 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6/Add.3), paragraphes 31.37 à 31.42.

c) Eléments de programme :

3.1 Gestion et diffusion de renseignements non publiés sur l'évolution de la situation économique et sociale**

Produit : Publication technique : Bulletin analytique sur le développement (six numéros par an).

3.2 Coopération dans le domaine de la coordination des systèmes d'information

Pas de produit final. Cette activité comprend les éléments suivants : appui fourni, en tant qu'organe de liaison des Nations Unies, au Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information (CCCSI); coopération avec d'autres unités à la mise au point d'un vocabulaire d'indexage commun pour le système; normalisation, uniformisation et diffusion des bases de données relatives au développement des commissions régionales et du secrétariat.

3.3 Etablissement d'un système d'information pour la planification, le contrôle, l'évaluation et la coordination des programmes

Pas de produit final. Cette activité consiste à mettre en place un système d'information intégré informatisé pour la planification, le contrôle, l'évaluation et la coordination des programmes.

** Non prioritaire.

- 3.4 Liste récapitulative informatisée des produits interdits à la vente ou à la consommation, retirés du marché, rigoureusement réglementés ou non agréés par les gouvernements

Produits : Publications techniques : liste récapitulative des produits interdits à la vente ou à la consommation, retirés du marché, rigoureusement réglementés ou non agréés par les gouvernements, un numéro à jour par an, publié alternativement dans trois langues officielles en 1988 et 1989 (deuxième trimestre de 1988; deuxième trimestre de 1989).

Sous-programme 4. Ressources en eau

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 273 100 dollars (soit 5 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6 et Corr.1), paragraphes 17.31 à 17.40.

c) Élément de programme :

4.1 Appui pour la coordination de l'application du Plan d'action de Mar del Plata

Produit : Rapport au Comité des ressources naturelles, lors de sa onzième session, sur les problèmes rencontrés et les progrès réalisés dans l'application du Plan d'action de Mar del Plata (premier trimestre de 1989).

APPUI AU PROGRAMME

Sous-programme : Appui aux programmes 1 et 2

a) Ressources nécessaires : budget ordinaire : 710 000 dollars (soit 13 % du total prévu pour le programme).

b) Référence : ce sous-programme n'entre pas dans le cadre du programme prévu au plan à moyen terme.

c) Éléments de programme :

1.1 Formulation et gestion du programme

1.2 Services fonctionnels à fournir aux organes intergouvernementaux

Produits : Services fonctionnels nécessaires pour : a) deux sessions du Comité du Programme et de la coordination (deuxième trimestre de 1988 et de 1989); b) deux sessions du Conseil économique et social, (deuxième trimestre de 1988 et de 1989); c) les quarante-troisième et quarante-quatrième sessions de l'Assemblée générale (troisième trimestre de 1988 et de 1989); d) les vingt-troisième et vingt-quatrième séries de réunions communes du CPC et du CAC (deuxième trimestre de 1988 et de 1989).

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Consultants

6.88 Les ressources prévues sous cette rubrique (47 500 dollars) accusent une diminution de 20 400 dollars. Ces ressources, exprimées en mois de travail, sont indiquées ci-après.

<u>Sous-programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Mois de travail</u>
PLANIFICATION DU PROGRAMME		
4	Aider à améliorer et à perfectionner les programmes de formation; Aider à faire une étude d'évaluation approfondie dans le domaine des droits de l'homme et des établissements humains	7
COORDINATION		
3	Réunir, traiter et vérifier les données relatives aux sociétés nationales afin d'élargir l'éventail des sociétés et des pays inclus dans la partie de la liste consacrée au commerce et aux données; recueillir, trier et traiter les données afin de mettre à jour la liste; procéder à un examen technique final des données relatives aux produits chimiques nocifs - pharmaceutiques, agrochimiques ou autres - afin de résoudre les contradictions et de préparer les données finales	14
	Total	21
		<hr/> <hr/>

Frais de voyage du personnel envoyé en mission

6.89 Les ressources prévues sous cette rubrique (104 900 dollars) accusent une diminution de 18 500 dollars. Elles sont indiquées en détail ci-après :

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
PLANIFICATION DES PROGRAMMES		
3.3	Poursuivre l'étude des méthodes et des procédures de contrôle et d'établissement des rapports concernant l'exécution des programmes	3 000
4.1	Renforcer les systèmes d'autoévaluation interne par des visites à des entités régionales et sectorielles	8 000
4.2	Procéder à des consultations avec le PNUE et le CNUEH (Nairobi) et avec les responsables de l'évaluation sur place des projets sur le terrain	12 300

<u>Elément de programme</u>	<u>Description des tâches</u>	<u>Dollars</u>
COORDINATION		
1.1	Participer à des réunions interinstitutions et à des consultations sur l'analyse des programmes interorganisations	6 000
2.1	Assister chaque année à une réunion du CCQF (Questions de programme) en Europe; assister chaque année à deux autres réunions interinstitutions ou intergouvernementales relatives aux plans à moyen terme à l'échelle du système ou à leur suivi	8 000
2.2	Assister chaque année à une réunion du CCQF (Questions de programme) à Genève et à deux autres réunions interinstitutions en Europe liées à la coordination des programmes	12 000
3.2	Participer à des réunions du CCCSI (une par an) et se rendre au siège d'une commission régionale (une fois par an)	9 600
3.4	Se rendre auprès des organisations coopérantes pour coordonner les apports	6 000
4.1	Assister à la session annuelle du Groupe intersecrétariats pour les ressources en eau; assister à deux réunions du Comité directeur pour l'action coopérative de la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement (une semaine en Europe chaque année)	5 000
1.1/1.2	Appui aux programmes 1 (11.7) et 2 (23.3) Assister à des réunions et conférences intergouvernementales et non gouvernementales, présider le CCQF (Questions de programme) du CAC et effectuer des déplacements pour tenir des consultations avec divers organismes des Nations Unies	35 000
Total		<u>104 900</u>

Location et entretien du matériel

6.90 Les ressources prévues sous cette rubrique (10 600 dollars) accusent une diminution de 52 200 dollars correspondant au montant nécessaire pour entretenir le matériel d'informatique et de bureautique.

Fournitures et accessoires

6.91 Les ressources prévues sous cette rubrique (32 400 dollars) doivent permettre de couvrir les dépenses non renouvelables à effectuer pour améliorer le matériel de bureautique.

Remplacement du matériel de traitement de textes

6.92 Les ressources prévues (9 200 dollars) accusent une diminution de 2 200 dollars et couvriront le coût du programme administré globalement de remplacement du matériel de traitement de textes.

2. Services administratifs et services communs

TABLEAU 6.22. ANALYSE DES COUTS GLOBAUX

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1) Budget ordinaire

Principaux objets de dépense	Crédits ouverts pour 1986- 1987	Montants des dépenses supplémentaires prévues				Crédits demandés pour 1988- 1989
		Réévalu- ation de la base de res- sources de 1986-1987 (aux taux révisés de 1987)	Accrois- sment des res- sources (aux taux révisés de 1987)	Infla- tion en 1988 et 1989	Augmen- tation totale	
Postes permanents	1 226,7	(127,9)	-	51,4	(76,5)	1 150,2
Personnel temporaire (remplaçants et surnuméraires)	162,3	2,5	-	7,5	10,0	172,3
Heures supplémentaires	151,5	2,2	(46,2)	4,8	(39,2)	112,3
Dépenses communes de personnel	425,3	(43,1)	-	16,0	(27,1)	398,2
Frais de voyage du personnel envoyé en mission	7,8	0,2	(1,2)	0,3	(0,7)	7,1
Communications	71,0	1,1	-	3,3	4,4	75,4
Dépenses de représentation	3,1	0,1	-	0,1	0,2	3,3
Total	2 047,7	(164,9)	(47,4)	83,4	(128,9)	1 918,8

TABLEAU 6.22 (suite)

Analyse de la croissance réelle (aux taux révisés de 1987)

(1) Total réévalué de la base de ressources de 1986-1987	Accroissement des ressources				(5) Montant ajusté	Taux de croissance réelle (5) sur (1)
	(2) Montant nominal	(3) Moins : dépenses non renouvelables	(4) Plus : crois- sance différée (nouveaux postes)			
1 882,8	(47,4)	-	-	(47,4)	(2,5) %	

2) Fonds extra-budgétaires

-

Total	1 918,8
-------	---------

TABLEAU 6.23. POSTES NECESSAIRES

Programme : Services administratifs et services communs

Catégories	Postes permanents		Postes temporaires				Total
	Budget ordinaire		Budget ordinaire		Fonds extra-budgétaires		
	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	1986-1987	1988-1989	
D-1	1	1	-	-	-	-	1
P-5	1	1	-	-	-	-	1
P-4	1	1	-	-	-	-	1
P-3	1	1	-	-	-	-	1
P-2/1	1	1	-	-	-	-	1
Total	5	5	-	-	-	-	5
Agents des services généraux							
1re classe	1	1	-	-	-	-	1
Autres classes	14	14	-	-	-	-	14
Total	15	15	-	-	-	-	15
Total général	20	20	-	-	-	-	20

2. Services administratifs et services communs

6.93 Les fonctions du programme "Services administratifs et services communs" remplies par le Service administratif consistent à fournir l'appui administratif global nécessaire pour les activités du Département et comprennent notamment le contrôle des allocations de ressources aux différentes unités administratives du Département, la mise en place d'un système d'information financière et l'établissement de rapports d'activité sur l'exécution financière du budget-programme, l'administration générale des fonds d'affectation spéciale dont la responsabilité a été confiée au Département, effectuer notamment des démarches auprès des gouvernements donateurs pour qu'ils versent le moment venu leurs contributions à ces fonds; l'administration du personnel du Département (redéploiement, recrutement, transfert, roulement, promotion et cessation de service); et la fourniture de services administratifs généraux, tels que la compilation des programmes de publication du Département qui doivent être présentés au Comité des publications, l'harmonisation et le suivi des plans trimestriels concernant les voyages, le contrôle de l'élément "consultants" du budget-programme et l'examen des systèmes de dossiers et d'archives du Département.

Ressources nécessaires (aux taux révisés de 1987)

Heures supplémentaires

6.94 Les ressources prévues sous cette rubrique (107 500 dollars), qui accusent une diminution de 46 200 dollars, représentent, d'après l'expérience des dernières années, le montant requis pour le Département.

Frais de voyage du personnel

6.95 Les ressources prévues sous cette rubrique (6 800 dollars), qui accusent une diminution de 1 200 dollars, doivent permettre de couvrir le coût des voyages du personnel au titre de l'appui administratif et de la coordination pour l'ensemble du Département.